

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 26 AVRIL

N° 170

1,50 F

Belgique 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Béghin-Say :
les travailleurs
mobilisés après
le coup de force
de la direction

Voir p. 4

Editorial

Foyers Sonacotra

RIPOSTE POPULAIRE CONTRE LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

La démocratie paisible des discours giscardiens n'a pu tolérer l'existence de travailleurs en lutte, dans les foyers de la Sonacotra. Travailleurs, immigrés de surcroît, que le patronat et son gouvernement entendent encore plus exploiter que les ouvriers français, ils auraient dû, pour les satisfaire, accepter les hausses de loyer, le règlement intérieur, les gérants racistes. Mais, en lutte depuis 15 mois avec une détermination sans cesse renforcée malgré les obstacles, ils n'ont pas cédé, ils ont au contraire riposté.

C'est bien ce qui explique la violence déchaînée par la bourgeoisie contre eux. Les arrestations et les expulsions des délégués ont été ordonnées pour briser un combat dont l'exemple est gênant pour ceux qui gouvernent.

La violence bourgeoise, qui montre la triste réalité de la démocratie libérale, était d'autant plus nécessaire aux exploités qu'ils ne voyaient pas comment contraindre une lutte dure, autonome par rapport aux directions syndicales réformistes et révisionnistes. La voie de la soumission, le protocole d'accord proposé en décembre avaient été en effet rejetés.

Ainsi l'attaque contre nos camarades immigrés a-t-elle pris toute sa signification : des ouvriers immigrés sont expulsés, mais c'est toute la classe ouvrière, toutes nationalités mêlées, qui est visée. C'est sa lutte, en un point précis où elle est particulièrement déterminée à vaincre, qui constitue pour le pouvoir la chose intolérable.

En outre, la répression s'est accompagnée d'une campagne de calomnies ramassées dans la boue policière la plus ignoble. Rien, en effet, n'est trop bas pour un gouvernement qui veut à tout prix briser une lutte.

Et là encore, la méthode a été caractéristique : faire passer des ouvriers en lutte pour des criminels, c'est tout le système Poniatowski en action.

C'est la même politique qui partout traîne des travailleurs devant les tribunaux : ceux de Bourgeois en correctionnelle, les 32 de la SNIAS. Et, partout aussi les interventions des flics viennent illustrer la «modération» que Giscard prône en souriant aux caméras : envoi des flics contre les postiers de Paris-Brune, cinq cars de CRS pour 100 travailleurs de Cisolat en grève à Epinay, etc...

Dans cette situation, l'issue est clairement dans le renforcement, l'élargissement de nos luttes. La manifestation de samedi à Paris, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes, ouvriers, jeunes, étudiants, travailleurs français et immigrés réunis, a montré la voie de la riposte, infligeant du même coup un désaveu à la gauche officielle qui, bien sûr, n'appelait pas à manifester. Dans les foyers Sonacotra, la lutte continue, plus forte que jamais, et le soutien s'élargit.

Cette lutte est un exemple vivant de la liaison, nécessaire quotidiennement, de la lutte pour les libertés élémentaires et pour la satisfaction des revendications.

Paul LEFORT

A l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra, samedi à Paris,

MANIFESTATION OFFENSIVE CONTRE LES EXPULSIONS et pour la satisfaction des revendications



Voir p. 5

PORTUGAL

ÉLECTIONS DANS L'AMERTUME POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Au Portugal, le parlementarisme est en train de prendre sa vitesse de croisière. Voici un an, lors des élections à l'assemblée constituante, le peuple s'était pressé aux urnes. Alors que le scrutin commençait à huit heures du matin, dès six heures, des queues s'allongeaient devant les bureaux de vote. Rien de pareil cette année : certes, dans le Nord, à Bragança, Viana do Castelo, Braga, les partis réactionnaires ont mobilisé le ban et l'arrière ban. Mais, à Lisbonne, l'empresement a disparu avec la déception causée par l'évolution politique du régime. L'an dernier, on participait pour la première fois, après près de cinquante années de fascisme, à des élections libres, dont le sens de classe était de ce fait mal perçu : était-ce vraiment des représentants du peuple qu'on allait élire ? Plus d'un, parmi les travailleurs les plus combattifs, aurait volontiers répondu que oui. On se souvenait enco-

re, en déposant son bulletin, du temps où, sous la dictature de Salazar, il était assez transparent pour que tous ceux qui votaient pour Delgado, par exemple, soient automatiquement fichés.

Pour de nombreux travailleurs, la lutte électorale, perçue comme une opposition de la «droite» et de la «gauche», pouvait décider de l'avenir du pays, de son engagement ou non sur la voie d'un socialisme souhaité par beaucoup, mais qui restait politiquement dans le flou.

Aujourd'hui, un travailleur de la banlieue, rencontré au bureau de vote, expliquait : «Les élections de l'année dernière n'ont servi à rien du tout, et celles de cette année risquent bien d'être pareilles. De toute façon, demain on retournera à l'usine et on aura toujours le même patron».

Entretemps, la constituante, élue voici un an, est apparue à de nom-

breux travailleurs comme un rouage parmi d'autres de l'appareil bourgeois. Au point que, l'été dernier, certains réclamaient dans la rue sa dissolution. Mais surtout, le coup réactionnaire du 25 novembre, en portant un coup fatal à la désorganisation de l'armée, donnée importante du mouvement populaire, a inauguré un processus de reprise en mains dont les élections d'hier n'auront été qu'une étape.

Demain :
Interview d'un
responsable de
l'UDP

SOMMAIRE	
● Notre enquête : Où en est le mouvement viticole	p. 2
● Pollution : Projet de loi sur l'environnement	p. 3
● Les élections au Vietnam	p. 7
● Brésil : Une exploitation inouïe	p. 8

LILLE Les éboueurs ré- occupent

Les travailleurs de la T.R.U. (société lilloise des Transports des Résidus Urbains) occupent de nouveau.

Les travailleurs toujours aussi combattifs après deux semaines de grève sont décidés à aller jusqu'au bout : «La direction a engagé la guerre des nerfs, mais nous tenons».

Vendredi, les travailleurs en lutte avaient accepté de faire entrer un certain nombre de camions, conduits par les non-grévistes, contre la promesse de négociations. La direction se refusant toujours à donner plus de 2,25 % d'augmentation et à payer les jours de grève, les locaux sont de nouveaux occupés !

5 % d'augmentation c'est le minimum quand on touche 8,63 F pour un releveur, 9,61 F pour un chauffeur ; quand un releveur travaille de 11 à 12 heures par jour, en faisant 18 kilomètres à la cadence d'un coureur ; quand la charge d'une équipe de releveurs (3 à 4 hommes) est de 18 tonnes par jour. Avec en plus des brimades, le mépris pour les travailleurs : «Certains jours, tu arrives, et comme il n'y a pas assez de travail, on te dit, tu es en congé».

En face de cela, la TRU se porte bien : une société au chiffre d'affaire de plus de 5 milliards pour l'année 74-75, une société en remarquable expansion : 30^e rang des entreprises françaises.

Suite p. 4

Après la fusillade de Montredon OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ?-11-

LE NÉGOCE

UNE CIBLE DU MOUVEMENT DES VITICULTEURS (2)

Pour les viticulteurs languedociens le négoce est l'ennemi. Pourquoi ? Parce que, expliquent-ils, le négoce ment et dévalorise nos produits. Doublement : Par une campagne tous azimuts contre leur qualité d'abord et aussi en les trafiquant. Tout ceci pour s'assurer le maximum de profits.

Ce n'est pas le vin qui intéresse le négoce, mais la façon dont, à partir du vin, il peut faire fructifier au maximum son capital. Son seul intérêt, sa visée unique, est de faire le maximum de profit possible ; pour cela, il ne considère le vin que comme une matière première à transformer pour que cette transformation soit pour lui occasion de faire de substantiels bénéfices.

Tallavignes, président du Syndicat des vigneron de Carcassonne-Limoux l'explique : « Une matière première est généralement à bas prix mais à chaque étape de sa transformation jusqu'au stade du produit fini son prix intègre une part de la valeur ajoutée : ce qui intéresse le capital, c'est de pouvoir maîtriser tous les stades de la transformation pour s'accaparer cette valeur ajoutée... La guerre entre les producteurs et le négoce a là sa source ; le négoce cherche à s'accaparer cette valeur ajoutée soit en achetant des domaines comme il le fait en Italie ou comme il l'a fait en Algérie soit en achetant la récolte sur pied pour la transformer lui-même dans des usines à vins comme il le fait en Corse ou en Italie - où comble de l'ironie, l'acheteur est classé comme producteur - soit encore, en fabriquant des mélanges savants à

partir de coupages économiques... »

Ce qu'ont produit les viticulteurs se trouve donc réduit par le négoce en une simple matière première, base d'une série de manipulations (coupages, mélanges assemblages) qui aboutit en fin de course au vin standardisé qui nous est généralement proposé. Vin qui a perdu tous ses caractères originaux pour devenir la marchandise passe-partout que nous trouvons dans les magasins.

Mais cette série de transformations permet au négoce

de s'adjuger un important profit. Ainsi, il a été calculé que la récolte de 1969 qui rapporta 35 milliards de francs aux producteurs en procura 70 aux transformateurs. Exactement le double... ! Ce pillage, ce vol, les viticulteurs les dénoncent et les refusent. D'où leur combat contre le négoce spoliateur.

LE NÉGOCE MENT

Pour que ce mécanisme à faire du profit fonctionne, il faut que la transformation qui en est l'occasion soit justifiée. Et la justification, c'est évidemment « la mauvaise qualité » des vins languedociens. Ce mensonge, répété, orchestré par la presse, la radio, la télévision, les « spécialistes » est parvenu à s'imposer comme une évidence.



Une telle disqualification du produit de leur travail exaspère les viticulteurs et nourrit, pour un bonne part, leur

Cependant, le négoce n'ignore pas l'existence des vins de qualité, en particulier de ceux que l'on appelle les « Vins de Pays » (Cf QdP, page sur « Les classes de vins »). Le même Crémieux qui ne manque aucune occasion de discréditer les vins languedociens proclame dans les publications : l'« Expansion » : « Les Vins de Pays ?... Nous en vendons déjà 150.000 hl sur un total de 450.000 hl ». Bel aveu ! C'est que le volume des ventes de vin industriel, ironiquement appelés vins de consommation courante, se stabilise et tend même à décroître. De plus, les prix de ces vins ne peuvent pas être augmentés à volonté par le négoce : ils font partie de l'indice sur lequel le pouvoir veille !...

n'étant pas surveillés par le gouvernement, peuvent être fixés au mieux des bénéfices recherchés. Mais cette « promotion » des Vins de Pays doit rester dans certaines limites... L'ensemble du négoce, s'il exploite la vente de ces Vins de Pays ne veut surtout pas favoriser leur « percée » massive sur le marché. Ils doivent rester un produit de « luxe » pour ne pas concurrencer les vins de « marque » que ces négociants commercialisent.

Ce qui fait que certains négociants achètent des Vins de Pays, mais les banalisent et s'en servent pour remonter un peu les produits qu'ils nous vendent sous leurs étiquettes. Mais, de cette « médiation » là, on ne parle pas !!!!

Le mensonge du négoce atteint là, son point culminant. Il se sert des vins de qualité... pour mieux les étouffer...

LES CONDITIONS DE TRAVAIL A MARGNAT-VILLAGE

Les conditions de travail les plus pénibles sont au service « extrusion » (fabrication des bouteilles). Au bruit infernal de l'air comprimé et de la fermeture des moules (85 décibels) vient s'ajouter une chaleur insupportable l'été : « On n'est bien que la nuit » explique un travailleur.

« On nous fait faire les réglages sur les machines en marche ».

« On ne peut arrêter complètement la machine, le plastique doit continuer à couler sinon il brûle : ce qui dégage une forte odeur de chlore. Si le barillet des moules pour faire les bouteilles s'arrête, le

plastique continue à couler et il est perdu... La direction ne tient pas à voir les machines arrêtées ou le plastique perdu... J'ai eu la main prise dans le moule une fois... Il fallait voir la forme de ma main... Heureusement je n'ai rien eu de cassé mais ce n'était tout de même pas beau à voir... »

Les femmes ont souvent les doigts brûlés, à la chaîne, quand elles doivent enlever les « carottes » de plastique en dessous des bouteilles à cause d'une défection du moule.

Voilà la réalité du « village ensoleillé » des publicités !

colère contre le négoce et contre ceux qui s'en font les complices.

Alors, le négoce a intérêt à « diversifier » la gamme de ses produits et à commercialiser aussi des vins dont les prix,

LA PUBLICITÉ MENSONGÈRE DU NÉGOCE

L'emploi de la publicité mensongère est soi-disant très sévèrement puni puisqu'une loi, du nom d'un candidat « malheureux » aux dernières présidentielles : Royer, a été votée. Comme chacun sait, la bourgeoisie ne plaisante pas sur les atteintes aux lois établies, lorsqu'elle sont remises en cause par les travailleurs. L'exemple de Margnat pourrait nous laisser croire qu'il existe des passe-droits. En 1974-1975, une campagne publicitaire nationale avait deux supports principaux : l'étiquette montrant des vacanciers jouant à la pétanque dans un village ensoleillé et un slogan : « Ce vin est mis en bouteille à Margnat-ville. C'est votre meilleure garantie ». Une garantie tellement solide que les tribunaux bourgeois ont été obligés de condamner cette publicité mensongère à... 10.000 F d'amende « attendu que l'insistance mise sur la provenance d'un lieu situé en Provence... révèle l'intention de faire croire que le vin Margnat était récolté en Provence ». Ce qui n'est pas le cas. Une somme aussi ridicule a fait sourire la SVF, à tel point que le très officiel « 50 millions de consommateurs », dirigé par Henry Estingoy, nommé par le ministre de l'économie et des finances, Fourcade, faisait remarque dans son n° de janvier 75, que Margnat utilisait « une somme fabuleuse pour tromper les consommateurs : 100 millions d'AF » ; et que ce vin n'est « pas produit dans la région : il s'agit d'un vin de coupage et non d'un vin de pays. Peu

importe, donc, où il est mis en bouteille ». Et ce bon ami de Fourcade se demandait hypocritement pourquoi « après avoir été condamné en Appel, Margnat continue sa publicité en utilisant les mêmes arguments ? » Il a « oublié » de faire remarquer que le sourire des vacanciers bronzant au soleil, cache l'exploitation et l'usure des ouvriers et ouvrières de cette usine, mais il est vrai que ce n'est pas là un critère de la publicité mensongère, sinon la publicité serait totalement interdite !

Après une condamnation publique aussi « sévère », Mr Crémieux a « rectifié » : sa dernière campagne montre un vignoble ensoleillé et une « majorette » tenue par une main féminine versant ce « nectar des dieux » dans un verre à pied ; « Tâchez-le et jugez vous-même ! », à croire que des mauvaises langues en auraient dit du mal. Deux mensonges grossiers : cette publicité laisse croire elle aussi que le vin contenu dans la « majorette » provient d'un seul vignoble, alors qu'il vient de plusieurs pays ; et que ce vignoble est languedocien (« tâchez-le »), ce qui justifierait une vaste campagne d'arrachage dans cette région.

Et Crémieux, après l'avoir « tasté », les vigneron du Midi ont très certainement envie de venir vous dire comment ils l'ont jugé et ne juge-t-on pas mieux sur place ?

L'imposture des chantres de la qualité

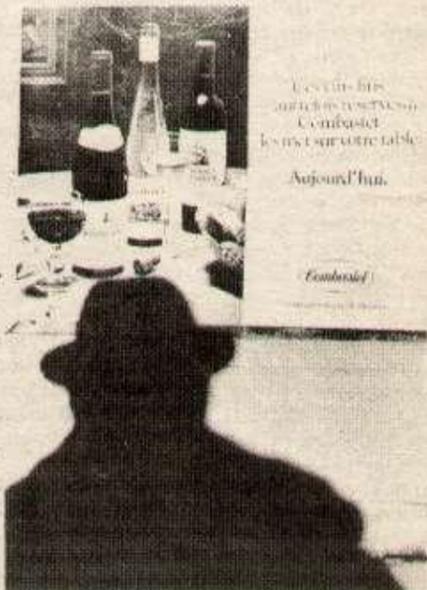
Le négoce dénonce le manque de qualité des vins languedociens. Alors poussons la porte de ses usines à fabriquer du vin et regardons ce qui s'y passe.

Un ancien travailleur de la S.V.F. (Société des Vins de France, cf. Quotidien du Peuple d'hier) témoigne :

« Entre deux mises en bouteille de vin d'étiquette différente, les circuits de la chaîne sont nettoyés avec un détergent du type « Teepol ». Est-ce bien rincé ? Une fois on a oublié de rincer et le client a refusé ce vin qui moussait. Alors, il a été livré au personnel comme vin gratuit. Le vin gratuit est un avantage en nature ajouté au salaire... »

« Les bouteilles plastiques doivent être refroidies 48 heures avant d'être remplies même si elles arrivent dans les silos de stockage. Or la production de bouteilles retarde sur l'embouteillage ce qui fait que l'embouteillage travaille en 2 x 9 du lundi au samedi matin alors que la fabrication des bouteilles travaillent en 4 x 8. Le lundi matin, l'écart entre production de bouteilles et remplissage est respecté mais le vendredi ou le samedi, il arrive que le silo ne soit qu'un lieu de passage. Les bouteilles arrivant par le haut tombent immédiate-

ment en bas sur la chaîne d'embouteillage. Alors si parfois les « majorettes » ont un drôle de goût, inutile de se demander pourquoi... »



Ces vins fins qu'on met sur votre table...

Projet de loi sur l'environnement

TENTATIVES DE NEUTRALISER LES LUTTES POPULAIRES

Qualité de la vie, environnement, pollution, étude d'impact, écologie... Ces mots ne sont plus réservés aux écologistes, aux défenseurs de la nature... ils sont devenus d'usage courant dans le verbiage gouvernemental, depuis que Pompidou, en 71, créait un ministère de la qualité de la vie, et puis, surtout que Giscard en faisait des éléments de son image de marque.

Et ce n'est pourtant qu'à la fin de la semaine dernière que tout ce bruit aura abouti à un projet de loi général sur les questions d'environnement à l'assemblée nationale. Auparavant, on avait assisté à une succession de ministres, de secrétaires d'Etat (Poujade, Jarrot, Fossey, Granet...) et de mesures

ridicules, telle cette chasse au bruit des machines à écrire qu'avait lancée Jarrot, quand ce n'était pas la distribution des maigres crédits de son ministère au pollueur N° 1 de notre pays, Pechiney, pour «financer la recherche contre la pollution».

Le projet de loi, outre «l'affirmation du droit pour chaque citoyen à posséder un animal domestique» (!), attire surtout l'attention par son article 2, qui rend obligatoire une «étude d'impact» avant tous grands travaux, et par un amendement qui donnerait possibilité aux associations de défense de la nature de se porter partie civile en cas d'atteintes à l'environnement.

limité et hypocrite.

UN ASPECT DU NOUVEAU PROJET DE COLLABORATION DE CLASSE

Ce projet de loi (qui risque d'être édulcoré au cours du débat parlementaire) se situe entre la position «catastrophiste» de certains «défenseurs de la nature» et le cynisme des capitalistes de Pechiney, qui se prétendent à la pointe de la lutte contre la pollution (alors que leurs usines de Fluor en Maurienne ou dans le Lannezean tuent à petit feu la population). Il tient pourtant de la même logique, celle selon laquelle «tout le monde est dans la même galère», que contre la pollution, il faut se serrer les coudes. Rien n'est plus faux ! Ce sont les masses populaires qui sont victimes de la pollution comme cela a été le cas des 170 pêcheurs japonais morts d'intoxica-

tion au mercure, et ce sont les entreprises capitalistes qui en tirent profit.

La dégradation accélérée de l'environnement, la rupture de l'équilibre écologique telle qu'elle se produit en Méditerranée, les graves risques de contamination que comporte le programme nucléaire sont autant de menaces dans l'immédiat et surtout dans l'avenir pour les masses. Il est devenu aujourd'hui impossible de le cacher. La bourgeoisie en a donc fait un de ses thèmes de propagande, et ce avec d'autant plus de bonne volonté que l'environnement peut devenir une nouvelle source de profit pour les grosses entreprises (le moteur anti-pollution des japonais est un bon argument commercial aux USA...). Cela a déjà donné lieu plusieurs fois à cet ignoble chantage «pollution ou emploi», pratiqué par Rhône Poulenc, au Havre à propos des rejets de «boues jaunes». Certains voient dans cette nouvelle politique, encore plus avancée aux USA qu'en France, la preuve des capacités d'adaptation du capitalisme à une nouvelle situation. Il faut tout au contraire, y voir un aspect de plus de la crise et de la faiblesse que connaît la bourgeoisie, obligée de tenir compte des aspirations populaires en tentant de les neutraliser.

Eric BREHAT

Cette «étude d'impact», est une étude, avant tous grands travaux d'aménagement (complexe industriel, centrale électrique, barrage...), de toutes les conséquences sur l'environnement qu'entraînerait la réalisation du projet. Il faut tout de suite préciser que les décrets de son application prévoient que c'est le commanditaire même de l'ouvrage qui en est chargé, le contrôle de l'étude devant être contrôlé par des «ateliers régionaux des paysages et des sites», dépendant du ministère. Par exemple, pour implanter une centrale nucléaire, l'EDF effectuera par ses propres services une étude d'impact, et la soumettra à une instance dépendante du gouvernement, qui a fixé lui-même les objectifs de l'EDF !

Procédé bien connu dans le pays minier, où les Houillères sont chargées d'enquêter sur les «accidents» dont elles sont responsables !

UNE CONSÉQUENCE DES LUTTES POPULAIRES...

La résistance que le projet de loi a rencontrée au sein même de l'appareil d'Etat (il y a quelques semaines, l'article 2 devait être retiré du projet de loi) indique quand même qu'il peut gêner la bourgeoisie : certains projets, comme celui de l'implantation de centrales dans la vallée du Rhône, ou même le complexe de Fos auraient été entravés par l'étude d'impact. Et des projets comme celui de la centrale de Nogent-sur-Seine risquent d'être annulés, après une étude d'impact qui ne pourra pas cacher les risques de pollution des eaux de la Seine.

Il faut donc voir en partie le résultat des mobilisations populaires qui à Marckolsheim, Braud, Gravelines ou Nogent-sur-Seine se sont opposées à l'implantation de centrales représentant un danger certain.

...QUI VIENT AU MOMENT VENU !

Tout le temps mis pour en arriver à ce projet de loi a été judicieusement mis à profit par la bourgeoisie : il est très frappant qu'un tel projet vienne au parlement précisément après le réajustement du programme énergétique : les centrales qui ne sont plus nécessaires (telle celle de Nogent) n'avaient pas encore été autorisées, et

celles sur lesquelles le gouvernement mise à fond (Super Phénix de Crey-Malleville, par exemple) ont déjà une autorisation qui leur évitera «l'étude d'impact». Dans les dernières années, l'EDF s'était d'ailleurs livrée à un véritable «forcing» pour obtenir ses autorisations de construction de centrales. Ce n'était pas sans rapport avec le futur projet de loi, et en montre une fois de plus le caractère



Réorganisation de l'armée de terre

LE PLAN LAGARDE

Dans le dernier numéro de «Terre-Information», le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre précise le plan de réorganisation de l'armée de terre.

Cette question est à l'étude depuis deux ans, et, petit à petit, une nouvelle organisation de l'armée de terre se met en place. Déjà, de nouvelles divisions ont été créées en 76, avec pour PC, respectivement Limoges, St Malo et Lyon.

Mais, jusqu'à présent, le plan d'ensemble n'était pas connu. Il faut savoir, pour le comprendre, que les forces de l'armée de terre étaient jusqu'alors divisées en forces de manœuvre (1ère armée stationnée dans l'Est, le Nord et l'Allemagne) et forces de défense opérationnelle du territoire (D.O.T.). Cette D.O.T., qui, en 1968 fut officiellement créée pour empêcher le retour «à des événements du type Mai 68». Dorénavant, cette distinction disparaîtra. De fait, il apparaît aujourd'hui à la bourgeoisie que ces forces de D.O.T., conventionnelles, ne sont pas assez bien équipées, assez

mobiles et efficaces. Certains chefs militaires se plaignent même que le pays ne voit pas assez son armée. C'est entre autres, d'ailleurs, le but de «montrer l'armée» qui est recherché lors des grandes manœuvres, comme celles qui viennent d'avoir lieu dans le Cantal, au mépris de la vie des appelés.

Le plan Lagarde comporte la création de 16 divisions (chacune de quatre régiments) dont 8 blindées, qui seront, en cas de rappel des réservistes, renforcées de 14 autres.

Outre une meilleure mobilité, une organisation régionale différente et plus efficace, le but de la transformation des unités de D.O.T. est aussi leur meilleur équipement, dont, encore récemment, Bigeard se plaignait qu'il soit «désuet». Bien que la

Bien que la hiérarchie militaire et le gouvernement jurent leurs grands dieux qu'ils ne pensent qu'à la défense contre des ennemis «extérieurs», il est bien clair que la préoccupation de «l'ennemi intérieur» intervient dans les

choix de la classe au pouvoir. On ne peut manquer de souligner que dans le dernier budget de la défense, les crédits de la gendarmerie — force clé de la D.O.T. — avaient la plus forte augmentation. En fin de compte, les mesures concernant l'armée de terre, en perfectionnant la D.O.T., montrent combien la bourgeoisie renforce son appareil militaire contre le peuple.

Paul LEFORT

● LISTE UNIQUE DE LA MAJORITÉ A NANCY : Giscard avait beau expliquer que la France n'était pas en campagne électorale, les partis de sa majorité n'en ont pas moins les grandes manœuvres électorales. Ainsi, à Nancy, il y aura une liste unique des quatre partis de la majorité pour les municipales. L'UDR Taittinger et le guignol réformateur Servan Schreiber mèneront la campagne pour cette élection. Il est peu probable que cet exemple soit suivi dans toutes les circonscriptions.

Les carrefours des jeunes giscardiens

ON DIALOGUE DANS LES SALONS

On a causé dans les salons samedi soir, avec les jeunes minets giscardiens de «Génération Sociale et Libérale». Ils tenaient en effet leurs «3 000 carrefours pour Giscard», annoncés à grand renfort de publicité, mais réservés aux «sympathisants», pour rédiger les «cahiers du changement».

L'argument publicitaire de ces carrefours : «Le dialogue, un principe du giscardisme». Au moment même où défilait la manifestation contre la répression à Sonacotra !

«La jeunesse souhaite une transformation en profondeur de notre pays, et c'est notre rôle d'être au sein de la majorité présidentielle le porte-parole de ses insatisfactions et de ses espoirs», disait leur président, Bussereau, à leur congrès. Et il appelait à soutenir «l'action réformatrice du Président» dans la fiscalité et l'école. Autrement dit, vive la Réforme Haby-Soisson !

On a vu de quel côté de la barricade se tenaient ces minets : avec ces groupes fascistes dont ils complètent

si bien l'action, en montant des comités anti-grève musclés, en défilant à 200 aux Champs-Élysées sous les caméras de la TV.

Que de contorsions (ils parlent même de Socialisme !) pour masquer la pourriture de ce qu'ils soutiennent.

C'est dangereux pour le pouvoir bourgeois de perdre toute assise dans la jeunesse ! Mais où, parmi la jeunesse en lutte, peut-on rencontrer autre chose que du dégoût ou du mépris pour «Génération Sociale et Libérale» ?

Paul GAUVIN

CONSEIL DE L'UDR

Le conseil de l'UDR, qui se tenait samedi, a élu le seul candidat en lice, Yves Guéna, par 825 voix.

Ainsi l'UDR s'est débarrassé de Bord, utile un moment par sa transparence, mais aujourd'hui incapable de mener le parti pour les prochaines élections.

Le discours du nouvel élu a assez bien illustré que l'UDR ne peut se permettre de critiquer trop ouvertement le chef de l'Etat sans en pâtir elle-même. Mais d'autre part, il a affirmé «l'autonomie» de la formation qui se dit «gaulliste de toujours» et gaulliste pour toujours.

En matière électorale, l'UDR a en outre, confirmé le choix du PS comme son adversaire principal.

Mais en fin de compte, c'est son incapacité à apparaître autrement que comme un ramassis usé de politiciens qui explique les soucis de l'UDR : Guéna a voulu nier cette réalité en affirmant «nous saurons être demain, à travers notre organisation présente dans les villes et à la campagne, dans les bureaux et les usines, ceux qui expliquent et qui persuadent». Belles paroles qui, dans les bureaux et les usines, provoqueront d'immenses éclats de rire.

LUTTES OUVRIERES

LILLE : LES ÉBOUEURS RÉOCCUPENT
Suite de la une



La partie se joue maintenant par rapport à la popularisation de la lutte. La direction de la TRU, aidée par les journaux bourgeois, joue le jeu du service public et de la liberté de travail, alors qu'à la proposition des grévistes d'assurer tous les services d'hygiène et de sécurité, elle a opposé un refus.

Vendredi, elle faisait sortir des camions sans releveur afin que la population soit obligée, elle-même, d'aider les chauffeurs à charger les ordures dans les camions.

Les travailleurs de la TRU ont besoin d'être soutenus par la population : ils doivent faire connaître leurs conditions de travail. Dimanche pour la première fois on voyait les travailleurs de la TRU sur le marché de Wazemmes distribuer des tracts en expliquant leur lutte. Populariser la lutte des employés de la TRU, faire connaître leurs conditions de travail est indispensable à leur victoire.

Les travailleurs de la TRU ont besoin d'être soutenus par la population : ils doivent faire connaître leurs conditions de travail. Dimanche pour la première fois on voyait les travailleurs de la TRU sur le marché de Wazemmes distribuer des tracts en expliquant leur lutte. Populariser la lutte des employés de la TRU, faire connaître leurs conditions de travail est indispensable à leur victoire.

● FLAMBO : EMBAUCHEZ NOS CAMARADES AU CHOMAGE !

A l'entreprise Flambo, à Vierzon, les travailleurs depuis plusieurs mois ont subi d'importantes réductions d'horaires ; la paie déjà peu élevée, s'en est ressentie durement. Et voilà que la direction, décide aujourd'hui d'ajouter un cran supplémentaire à l'intensification du travail, en proposant de ramener les horaires à 45h. par semaine ! Elle croyait que cette proposition allait rencontrer l'assentiment des travailleurs, vu leur maigre paie. Mais ceux-ci ne

sont pas dupes ! Ils refusent de faire des heures supplémentaires, alors que d'autres travailleurs dans la région sont au chômage ! Ils ont décidé de briser ces tentatives. Ils viennent de se mettre en lutte pour réclamer l'embauche de leurs camarades au chômage dans la région !

RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE A TONNERRE

A Camus, pour se débarasser du délégué syndical CGT, R., le patron n'hésite pas à piétiner sans scrupules les lois de la législation du travail et la convention collective métallurgie. Profitant d'un congé maladie de notre camarade, il envoie à son domicile un huissier «visiter les lieux», le met en rupture de contrat (aucun secours, sous forme d'indemnité de chômage ne lui est possible) et lui interdit l'entrée de l'usine.

La riposte a été immédiate devant cette atteinte aux libertés : l'UL CGT, l'UL CFDT et la FEN se sont réunies en intersyndicale pour y répondre massivement. Un tract et une pétition de soutien seront largement diffusés dans les entreprises et sur les quartiers ; un meeting et une manifestation sont prévus prochainement.

- Halte aux atteintes aux libertés démocratiques !
- Réintégration de notre camarade dans l'usine !
Corr. Tonnerre

Béghin-Say (Corbehem)

LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS APRÈS LE COUP DE FORCE DE LA DIRECTION

Depuis sept semaines, 2000 ouvriers de Béghin-Say Corbehem sont en grève, refusant le plan de restructuration de la cartonnerie de Manoutrie, qui entraîne de nombreux licenciements et mutations. Pendant cinq semaines l'usine a été occupée, puis la levée de l'occupation a été décidée pour débloquer la situation : la direction n'acceptait de négocier qu'à cette condition, alors qu'auparavant toute perspective d'accord semblait impossible.

Mardi dernier, profitant de la trêve du week-end de Pâques, la direction a tenté le coup de force : aidés de la gendarmerie, le directeur, la maîtrise et une centaine de cadres ont arraché la grille de l'usine à l'aide d'un tracteur, et sont entrés dans

l'usine. Plusieurs ouvriers furent frappés ou blessés. L'intersyndicale dénonçant la provocation décida de poursuivre la grève.

Depuis mardi, alors que les négociations se poursuivent à Arras, les grévistes massés devant l'usine, attendent les résultats jusque tard dans la soirée. Ils attendent l'entrée et la sortie des jaunes pour leur faire «la haie d'honneur» (en l'occurrence les insulter

copieusement). Mercredi, les grévistes ont décidé d'entrer dans la cour de l'usine et ont organisé avec leurs femmes et leurs enfants un pique-nique sur les pelouses du patron ! Depuis, les femmes des grévistes sont beaucoup plus mobilisées et sont maintenant présentes aux portes de l'usine ; les enfants que l'on n'envoie plus à l'école viennent soutenir leurs parents.

Cette action a considérablement renforcé la grève et le moral des ouvriers, mais il ne faut pas en rester là, car la direction joue sur l'usure de l'attente. Les négociations sont longues et difficiles, et il y a une certaine désorganisation : l'absence de manifestations de popularisation tend à isoler les Béghin.

2000 travailleurs en grève, c'est difficile à soutenir financièrement. Il importe, à ce moment de la lutte, pour peser sur les négociations, de réorganiser les grévistes, de briser le silence de la presse bourgeoise, de relancer la popularisation. Des initiatives sont déjà prises dans ce sens.

80 licenciements à la SAFAA

A la Safaa Massy, après la suppression de l'échelle mobile, et les réductions d'horaires sans compensation (de 43 h 30 à 40 h), 80 licenciements pour motifs économiques étaient annoncés il y a un mois. Vendredi 23 avril, la liste a été publiée. Parmi les licenciés il y a une déléguée syndicale et un délégué du personnel CFDT et dans la CGT, deux délégués du personnel dont l'un de 62 ans.

La CFDT a essayé d'impulser la lutte, mais elle se heurte d'une part aux désirs de beaucoup de «quitter cette sale tôle», d'autre part aux illusions que «pour ceux qui le veulent, il y a toujours du travail». Quant à la CGT, dès l'annonce des 80 licenciements, elle distribue un tract sur la bonne façon, et les avantages de toucher les 90 % !

D'autre part, le comité de chômeurs de Massy se prépare à intervenir à la Safaa, afin de faire la liaison travailleurs actifs, chômeurs et aider à développer la lutte.

Correspondant Massy

● FLOCKAGE (Indre) : NON AUX LICENCIEMENTS :

La direction de l'entreprise Flockage dans l'Indre, vient d'annoncer à la dernière réunion du comité d'entreprise, son intention de mettre à la rue 25 travailleurs. Depuis quelque temps, les ouvriers se voyaient obligés de faire 45h. par semaine. Des travailleurs intérimaires avaient été embauchés. Ainsi, la direction veut faire faire la même production avec des travailleurs en moins. Ici aussi, on refuse cette logique. La riposte se prépare !

TRAMINOTS LYONNAIS : APRÈS LA REPRISE

Ainsi, les traminots lyonnais ont repris le travail samedi. Qu'ont-ils obtenu ? Les balayeurs, ainsi que les ouvriers des dépôts, ont obtenu 20F par mois, les chauffeurs-receveurs, (avec 15 ans d'ancienneté), 70F par mois. Quant à la prime de vacances, elle sera de 250 F (alors que les traminots exigeaient une prime école à un demi-mois de salaire), les heures de grève seront payées à 60 %, et un dimanche sur 4 travaillés, sera accordé, alors que les traminots demandaient les dimanches payés doubles.

Les dirigeants syndicaux ont appelé à la reprise du travail lors d'une assemblée générale houleuse qui n'est pas sans rappeler la fin de la grève des éboueurs, au mois dernier. Les orateurs se succéderont à la tribune chacun montrant à sa manière que les 15 jours de grève se voient sanctionnés par une victoire, certes pas sur toutes sur les revendications mais sur celle qui est essentielle à savoir l'augmentation de 2,5% en dehors du contrat salarial.

A l'assemblée générale, les directions syndicales ne pourront obtenir qu'une majorité de travailleurs se prononçant pour la reprise (l'assemblée était partagée moitié-moitié, malgré les savantes explications au tableau noir du secrétaire CGT des TCL). Aussi, pour faire reprendre, ils feront voter à bulletins secrets, dépôt par dépôt. Beaucoup de traminots n'étaient pas prêts à accepter la reprise vu que les revendications déposées étaient loin d'être satisfai-

tes, mais les directions syndicales s'appuieront sur la division due à l'augmentation des salaires en pourcentage (certains touchant plus que d'autres).

Une partie des travailleurs diront : «On a rien, faire grève pour ce qu'on a obtenu n'est pas valable» tandis que d'autres déclaraient : «On n'a pas grand chose, mais il faut savoir s'arrêter. On est bien rentrés d'autres fois sans avoir rien obtenu» ou «avec l'intransigeance de la direction, ce n'était pas possible d'avoir plus».

En fait, effectivement, vu la fermeté de la direction, une des conditions pour obtenir la satisfaction totale des revendications, était bien d'engager de nouvelles formes de lutte, permettant de franchir un cran important dans la construction du rapport de force : par exemple, en appelant les usagers à se faire rembourser les timbres d'abonnement (au bout de 15 jours, la direction est obli-

gée de rembourser les timbres...).

D'autre part, alors que le journal local «Le Progrès» essayait de monter les usagers contre les grévistes, sans succès, n'était-ce pas là un moyen de matérialiser le soutien populaire à la grève ? Pourquoi ne pas avoir fait circuler les bus sans faire payer les usagers comme le proposaient certains grévistes ?

Mais en fait, la satisfaction totale des revendications, était-ce ce que recherchaient certains dirigeants de la CGT ? Tel a bien été l'obstacle. Le but des gens du PCF qui contrôlent la CGT était surtout de porter des coups à Pradel : la grève des traminots, la grève des éboueurs, l'une après l'autre ont été stoppées chacune en cours de route. Le but des révisionnistes, c'était de se servir du mécontentement des traminots pour en recueillir les fruits aux prochaines élections, sans que ce mécontentement aille trop loin. Certes, au cours de la lutte, il y a eu une opposition aux révisionnistes et aux réformistes, mais insuffisamment organisée pour remettre en cause leur politique. Tel est bien un des enseignements essentiels de cette lutte.

Corr. Lyon

3^e SEMAINE DE GRÈVE DES ÉLÈVES SAGE-FEMMES A L'HÔPITAL ST ANTOINE - PARIS

La grève des élèves sage-femmes se poursuit, pour :
- 40 heures par semaine, stage et cours compris
- repos le matin avant une garde de nuit
- l'application de la loi concernant les 48 heures de repos par semaine
- pour les élèves enceintes, la transformation des gardes de nuit en garde de jour
- le droit syndical avec révision des notes d'une élève syndiquée sanctionnée pour ses opinions
- repas pendant les gardes
- un statut et une rémunération
- pas de récupération, ni de sanction après la grève
Après deux entrevues avec la direction, la première en présence d'un représentant du ministère de la Santé, la deuxième en présence du syndicat CFDT, les élèves ont refusé l'autocritique publique que leur demandait la direction sur des déclarations parues dans la presse : «les conditions de soins et de surveillance auraient entraîné des décès à la maternité».

Vendredi 23, un meeting avait lieu, rassemblant plusieurs dizaines de personnes, plusieurs écoles sont venues apporter leur soutien : école de sage-femmes de Foch, élèves infirmiers psychiatriques de Sainte Anne en grève, école de psycho-motricité de la Salpêtrière, école d'assistantes sociales, etc... ce soutien a renforcé la détermination.

Corresp. St Antoine

Longométal : «RIEN D'IMPOSSIBLE A NOTRE PATRON !»

Les travailleurs de l'usine Longométal, à Aubervilliers, sont en grève depuis le 8 avril : ils se battent pour :
- une augmentation de salaire de 300F
- l'augmentation des effectifs
- l'attribution et le lavage des bleus.

Un délégué CGT nous déclarait : «Rien d'impossible à notre patron qui se paie, sur notre dos, des voyages en Grèce ou ailleurs !». Bien déterminés à gagner, les travailleurs se posent la question des moyens à mettre en œuvre pour renforcer le mouvement. Les questions à résoudre pour l'immédiat sont d'empêcher les camions de l'usine de sortir ainsi que d'empêcher les cadres de travailler. Aujourd'hui, lundi, c'est la résolution de ces questions qui permettra de franchir un premier pas sur le chemin de la victoire.

Correspondant Aubervilliers

LUTTES OUVRIERES

A l'appel du Comité de Coordination des foyers Sonacotra

UNITÉ POPULAIRE
CONTRE LA RÉPRESSION ET POUR LES REVENDICATIONS

C'est par milliers que les travailleurs immigrés et français ont manifesté samedi pendant trois heures entre Barbès et Ménilmontant. C'est une puissante riposte aux expulsions de la semaine passée. Le coup de force du ministre de la police a lamentablement échoué. En envoyant ses bandes armées vendredi 16 au petit jour dans les foyers de la région parisienne, arrêter puis renvoyer dans leurs pays 16 travailleurs, tous délégués ou membres du comité de coordination, le pouvoir giscardien pensait casser la grève des foyers qui dure depuis maintenant plus d'un an. Cette lutte contre la hausse des loyers, contre le règlement intérieur et les gérants racistes, pour la liberté dans les foyers, va connaître un développement nouveau. La puissante démonstration de samedi en est une étape importante.

Bien avant 14 H, les travailleurs immigrés et français, de nombreuses sections syndicales, des étudiants, les lycéens, les comités de soutien affluent par milliers boulevard de la Chapelle vers le point de rassemblement. Des dizaines de banderoles se déploient écrites en français et en arabe. Déjà les mots d'ordre sont scandés massivement.

Vers 14 h 30, alors que continuent d'arriver des cortèges, on démarre en direction de Belleville. Des centaines de personnes massées sur les trottoirs reprennent les mots d'ordre : « Français-Immigrés, égalité des droits » ; « Retour immédiat de nos camarades » ; « à bas les foyers-prisons » ; « la grève continue ». Aux fenêtres de ce quartier populaire, les gens applaudissent. Devant le centre de tri-Nord, des postiers portent un panneau : « Soutien aux travailleurs immigrés en

lutte ». On fait deux arrêts où des prises de paroles en français et en arabe ont lieu dans un enthousiasme



grandissant. Chaque fois, c'est gonflée par des centaines de travailleurs que la manifestation repart. Les comités de soutien sont nombreux : Massy,

Orsay-les-Usis, St Denis, Champigny...

Le cortège du foyer de Bagnolet sous la banderole de son comité de résidents avance en rangs serrés, très offensif.

Sur les visages, on lit l'enthousiasme et la détermination de lutter jusqu'au bout. Sous la banderole du comité de coordination rappelant que jamais ne seront engagées de négociations foyer par foyer, des délégués protégés par un service d'ordre efficace ouvrent la marche.

Le pouvoir giscardien et la direction de la Sona-

Ce n'est que vers 17 h, que la tête de la manifestation arrive à Ménilmontant. Pendant encore près d'une demi-heure, les mots d'ordre alternent avec la lecture des messages de solidarité. Puis c'est la dispersion, rapide et par groupes pour éviter les provocations et les contrôles des bandes policières.

UNE ÉTAPE
DANS LA LUTTE

Cette démonstration est un important succès. D'abord du point de vue de la grande mobilisation, de la

FACE À LA RÉPRESSION
POLICIÈRE

MOBILISATION

Nous demandons une nouvelle fois que s'ouvrent de véritables négociations avec le Comité de coordination.

Nous appelons tous les résidents des foyers et des cités Sonacotra à s'organiser, à élire démocratiquement des Comités de résidents et à rejoindre notre mouvement et le Comité de coordination.

Nous appelons tous nos frères immigrés à se mobiliser pour soutenir notre lutte et refuser de payer les frais de la crise.

Nous appelons tous nos camarades français à soutenir notre lutte qui est aussi la leur, car c'est une lutte contre la répression, une lutte contre les loyers trop chers, une lutte pour l'égalité français-immigrés, une lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

Nous demandons la libération de nos camarades, l'arrêt de toute forme de répression sur les résidents et sur leurs délégués.

EXIGEONS LE RETOUR DE TOUS NOS CAMARADES

Comité de Coordination des foyers Sonacotra

et du PCF qui prétendent que le comité de coordination n'est qu'un ramassis de gauchistes manipulés par des « éléments extérieurs ». Comme le disait un délégué lors de la prise de parole finale : « Une fois encore, le Comité de coordination a démontré qu'il est l'authentique représentant des travailleurs immigrés en lutte contre la Sonacotra ».

Enfin, cette puissante action a permis de réaffirmer clairement les objectifs de la lutte, coupant court à toutes les tentatives de diversion, notamment du PCF. La grève se poursuit pour toutes les revendications de la plateforme du Comité de coordination auxquelles s'en ajoutent deux : le retour des camarades expulsés et l'arrêt de la répression contre les travailleurs et leurs délégués.

Un camarade du Comité nous donnait son point de vue après la manifestation : « Nous sommes satisfaits de cette journée.

C'était un grand succès, plus peut-être que nous ne l'espérions. Mais, n'oublions pas que ce n'est qu'une étape quand même. La lutte continue avec des moyens nouveaux pour faire face à la répression. Nos camarades dans les foyers sont décidés, ils ne reculeront pas, la Sonacotra devra céder ! ».

En effet, non seulement la lutte continue mais elle doit s'étendre. C'est le sens du double appel lancé par le Comité de coordination : en direction de tous les travailleurs résidents des cités et foyers Sonacotra pour qu'ils s'organisent et rejoignent la lutte, et vers les travailleurs français pour élargir le soutien. Cet appel est très positif, il faut que partout en France, il soit repris. Contre la répression et pour les revendications de nos frères immigrés, c'est toute la classe ouvrière qui doit se mobiliser.

Gérard PRIVAT

LES MANOEUVRES DU P«C»F

Le champion de « la défense des libertés démocratiques », le soi-disant « parti communiste » était absent hier à la manifestation. La combine qu'il avait préparée pour récupérer la lutte a elle aussi lamentablement échoué. Pourtant, il avait mis le paquet : dès le lendemain des expulsions, qui fait-on parler à la télé : le PCF. Questions au Parlement, démarche des élus, pétitions, le grand jeu quoi. Il avait même appelé en début de semaine à un rassemblement à la mairie de St Denis (municipalité PCF bien sûr), où d'ailleurs hormis ses militants, aucun travailleur immigré n'est venu. Ça n'empêcha pas

« l'Humanité » du lendemain de mentir affrontement en annonçant 5 000 personnes à ce « rassemblement ».

Depuis le début, le PCF s'acharne sur cette lutte et sur ses dirigeants, il calomnie, essaie de soudoyer des délégués pour faire cesser la grève, et tente de diviser les travailleurs entre eux. Hier, alors que le Comité de coordination avait appelé à la manifestation depuis le début de la semaine, le PCF organisait un soi-disant « week-end de l'immigration ». Encore une tentative de division qui a échoué. La victoire d'hier contre le pouvoir giscardien, c'est aussi une victoire contre les diviseurs du PCF.

LES MANOEUVRES DU P«C»F

« l'Humanité » du lendemain de mentir affrontement en annonçant 5 000 personnes à ce « rassemblement ».

Depuis le début, le PCF s'acharne sur cette lutte et sur ses dirigeants, il calomnie, essaie de soudoyer des délégués pour faire cesser la grève, et tente de diviser les travailleurs entre eux. Hier, alors que le Comité de coordination avait appelé à la manifestation depuis le début de la semaine, le PCF organisait un soi-disant « week-end de l'immigration ». Encore une tentative de division qui a échoué. La victoire d'hier contre le pouvoir giscardien, c'est aussi une victoire contre les diviseurs du PCF.

Cette initiative, positive pour tous, n'a bien entendu pas plu à la direction : il faut dire qu'elle se déroulait dans le quartier de la « Madeleine ». La direction se plaint de la « mauvaise publicité » faite à la maison par les grévistes ! Le vendredi 16, l'après-midi, la direction faisait connaître sa réponse « accordant » : - 3 heures payées pour le 7 avril - 60F de primes de « vie chère » pour le mois d'avril - les heures de grève payées à 29%.

Quant aux bas salaires, elle

LES MANOEUVRES DU P«C»F

« l'Humanité » du lendemain de mentir affrontement en annonçant 5 000 personnes à ce « rassemblement ».

Depuis le début, le PCF s'acharne sur cette lutte et sur ses dirigeants, il calomnie, essaie de soudoyer des délégués pour faire cesser la grève, et tente de diviser les travailleurs entre eux. Hier, alors que le Comité de coordination avait appelé à la manifestation depuis le début de la semaine, le PCF organisait un soi-disant « week-end de l'immigration ». Encore une tentative de division qui a échoué. La victoire d'hier contre le pouvoir giscardien, c'est aussi une victoire contre les diviseurs du PCF.

Cette initiative, positive pour tous, n'a bien entendu pas plu à la direction : il faut dire qu'elle se déroulait dans le quartier de la « Madeleine ». La direction se plaint de la « mauvaise publicité » faite à la maison par les grévistes ! Le vendredi 16, l'après-midi, la direction faisait connaître sa réponse « accordant » : - 3 heures payées pour le 7 avril - 60F de primes de « vie chère » pour le mois d'avril - les heures de grève payées à 29%.

Quant aux bas salaires, elle

LES MANOEUVRES DU P«C»F

« l'Humanité » du lendemain de mentir affrontement en annonçant 5 000 personnes à ce « rassemblement ».

Depuis le début, le PCF s'acharne sur cette lutte et sur ses dirigeants, il calomnie, essaie de soudoyer des délégués pour faire cesser la grève, et tente de diviser les travailleurs entre eux. Hier, alors que le Comité de coordination avait appelé à la manifestation depuis le début de la semaine, le PCF organisait un soi-disant « week-end de l'immigration ». Encore une tentative de division qui a échoué. La victoire d'hier contre le pouvoir giscardien, c'est aussi une victoire contre les diviseurs du PCF.

Cette initiative, positive pour tous, n'a bien entendu pas plu à la direction : il faut dire qu'elle se déroulait dans le quartier de la « Madeleine ». La direction se plaint de la « mauvaise publicité » faite à la maison par les grévistes ! Le vendredi 16, l'après-midi, la direction faisait connaître sa réponse « accordant » : - 3 heures payées pour le 7 avril - 60F de primes de « vie chère » pour le mois d'avril - les heures de grève payées à 29%.

Quant aux bas salaires, elle

Tricosa (Paris XIII^e)

« JAMAIS PLUS ON NE SE LAISSERA AVOIR ! »

Tricosa, c'est une entreprise de confection de vêtements de luxe « pour dames ». A Paris, existent 2 filiales, une dans le 13^e, une autre dans le 11^e. D'autres usines Tricosa existent aussi à Nantes, à Saumur. Au total, ce sont 1000 ouvrières qui y travaillent. Depuis le 7 avril, les travailleuses-horaires, de

l'usine du 13^e, à Paris, sont en lutte. De multiples revendications sont à l'origine de cette grève :

- paiement de la journée du 7 avril (jour de la grève des travailleurs de l'EDF)
- Augmentation de salaire : les travailleuses demandent que l'heure de travail leur soit payée au minimum 12 F.
- la suppression des sanctions pour fait de grève.

Dès le 14 avril, leurs camarades de l'usine du 11^e se mettaient elles aussi en grève illimitée ; non seulement par solidarité avec celles du 13^e, mais aussi pour obtenir leurs propres revendications : elles exigent aussi une augmentation substantielle de leur paye. Après plusieurs démarches des délégués syndicaux auprès de la direction, celle-ci reste intransi-

geante. Le vendredi 16, au matin, nous nous rendions alors au siège social de la société : des tracts ont été distribués ainsi que des fiches de paie pour montrer ce que sont nos salaires.

Cette initiative, positive pour tous, n'a bien entendu pas plu à la direction : il faut dire qu'elle se déroulait dans le quartier de la « Madeleine ». La direction se plaint de la « mauvaise publicité » faite à la maison par les grévistes ! Le vendredi 16, l'après-midi, la direction faisait connaître sa réponse « accordant » : - 3 heures payées pour le 7 avril - 60F de primes de « vie chère » pour le mois d'avril - les heures de grève payées à 29%.

Quant aux bas salaires, elle

promettait qu'ils seraient révisés... en juillet... si la société avait surmonté ses « difficultés » financières !!!

UN « PROTOCOLE
D'ACCORD » QUI NE FAIT
PAS L'AFFAIRE !

La direction a alors essayé de manoeuvrer les délégués pour qu'ils signent un « protocole d'accord » sur cette base sans qu'ils consultent le personnel. Mais les délégués ont refusé, décidant à juste titre de nous informer et réfléchir avec nous sur la conduite à tenir. La direction a alors accepté bien sûr parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement mais aussi parce qu'elle espérait que le long week-end de Pâques allait entraîner la démobilisation. (C'est la première lutte depuis mai 1968).

Mais ces espoirs ont été bien vite déçus. A l'assemblée générale, nous avons jugé ces propositions inacceptables. Depuis, notre lutte continue et va de l'avant : pour briser l'isolement, nous multiplions les distributions de tracts sur les marchés et aussi sur les usines du quartier. Face aux problèmes financiers qui se posent pour certaines d'entre nous, nous organisons un peu partout des collectes.

La semaine dernière, la direction acceptait alors de « renégocier ». C'est un recul de plus. Mais c'est jusqu'au bout qu'elle devra reculer. Ici, le sentiment qui domine, c'est « qu'on ne veut pas se faire avoir ». Aussi, il n'est pas question d'arrêter avant satisfaction complète.

Corr. Tricosa

● CERABATI (Chateauroux) : 2000F MINIMUM POUR TOUS !

Les 500 travailleurs de l'entreprise Cerabati à Chateauroux (une des 5 usines en France qui fabrique des carreaux de faïence) ont arrêté le travail il y a 4 jours. Ce n'était plus possible ! « Ça commençait à bien faire, nous dira un travailleur, ce n'est quand même pas avec 1650F par mois que tu peux vivre ! Alors nous réclamons 2000F minimum, c'est vraiment ce qu'il nous faut pour vivre ! ». Mais à Cerabati, les travailleurs ne subissent pas uniquement les bas salaires : les maladies professionnelles pullulent : c'est la silicose au bout de 15 ans, le saturnisme (les travailleurs manipulent du plomb à longueur de journée).

● Les travailleurs de l'entreprise Roméas sont en lutte depuis le mardi 20 avril. Ils revendiquent :
- pas de salaire inférieur à 1800 F pour 40 H
- le retour aux 40 H sans perte de salaire
- le 13^e mois
- la 5^e semaine de congés payés
- l'hygiène et la sécurité.

ETUDIANTS

Grève au CET de la Cabucelle à Marseille

Judi matin, les jeunes du CET de la Cabucelle se mettaient en grève et discutaient entre eux de leurs revendications propres et des conséquences de la réforme Haby :

- cantine : repas corrects
- Horaires fixes des cours
- mercredi après midi de libre
- sécurité dans les ateliers
- remplacer les machines usagées
- chauffage dans les ateliers
- bleus de travail fournis par l'école
- droit de sortir après la cantine
- liberté d'expression, de réunion dans l'école
- foyer socio-éducatif géré par les élèves.

Le jour même, l'administration envoyait une lettre aux parents : bel exemple de chantage au chômage, mais rien sur les revendications des élèves.

Votre fils est venu ce matin jusque devant le Centre puis est reparti, avec bon nombre de ses camarades sous prétexte de «grève» !

Il est évident que quelques éléments étrangers au Centre sont venus inciter nos apprentis à un tel mouvement.

Mais nous croyons de notre devoir de vous demander d'intervenir auprès de lui afin qu'il ne se laisse pas «embarquer» dans une action qui lui rendra bien plus difficile sa rentrée au travail en une période où les places sont rares.

... Comptant sur votre participation active en ce sens, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en notre entier dévouement.

*Le Directeur : J. Achery
P.S. : Les apprentis qui ne seront pas rentrés lundi 26 avril ne seront plus reçus qu'accompagnés par leurs parents.*

Le lendemain alors que les élèves étaient devant la grille du CET, un car de flics est venu et a tabassé 2 jeunes immigrés et les a embarqués avec 2 jeunes Français. Immédiatement, les élèves du lycée Nord en grève depuis 10 jours sont venus discuter pour voir, quoi faire, ensemble, jeunes des CET du quartier et lycéens. Samedi, ils devaient aller à Griffet, usine en lutte contre la fermeture depuis un an, afin de discuter de la riposte à organiser.

Corr. UCJR Marseille

RÉFORMISME OU VOIE RÉVOLUTIONNAIRE

Avec la manifestation de 50 000 étudiants et lycéens à Paris cette semaine a été marquée par un maintien et un élargissement de la mobilisation.

Le gouvernement de Giscard sait qu'il lui faudra négocier mais il désire le faire avec ceux qui peuvent partager un certain nombre de ses points de vue sur la réforme, avec ceux qui ne remettent pas en cause l'université bourgeoise. C'est pourquoi en même temps que l'intransigeance sur la réforme a été réaffirmée par l'intervention massive des flics et par

Giscard lui-même, Alice Saunier Séité a reçu avec force publicité les organisations réformistes et révisionnistes comme les UNEF, les étudiants socialistes, etc...

Par le chantage à l'invalidation des examens, par le recours systématique à la police, Alice Saunier Séité veut démontrer que cette lutte est dans l'impasse et amener une majorité d'étudiants à accepter des négociations avec ceux qui seraient «représentatifs». Cette opération trouve un écho dans l'Humanité de samedi matin qui titre «il faut négocier».

Au sein du mouvement lui-même, la volonté de faire durer la lutte ne remplace pas le débat de fond nécessaire sur les

objectifs du mouvement. Face à l'intransigeance du gouvernement, certains étudiants ne voient d'autres recours que dans un

durcissement de la violence. Les trotskystes, au nom de la victoire possible contre la réforme, cherchent l'unité la plus large

droit entrent en contact avec les comités de lutte contre le chômage, se rendent au tribunal pour soutenir les délégués syndicaux de Bourgeois.

UNE BATAILLE POLITIQUE NÉCESSAIRE

Nombreux sont les étudiants qui, au-delà de la réforme remettent en cause l'école capitaliste et la société qu'elle sert. Construire l'unité révolutionnaire avec les travailleurs implique que les étudiants fassent leur, le projet révolutionnaire des travailleurs, et s'engagent avec eux dans la lutte contre le révisionnisme et le réformisme. Si le soutien concret aux luttes populaires est un élément nécessaire, cette unité se construira aussi et obligatoirement dans une bataille politique en profondeur dans le mouvement lui-même.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Match Nice-Bastia : un prétexte à campagne contre les Corses Siméoni en procès le 17

«NICE A PEUR». En gros caractères, sur quatre colonnes, le titre s'étale menaçant à la «une» du «Journal du dimanche». Au-dessous d'une photo montrant le capitaine de l'équipe de football niçoise dans son magasin dévasté par un attentat, une phrase de Médecin, le maire de Nice, «Envoyez-nous des CRS». Encore une fois, ce sont les Corses qui font figure d'accusés.

Les lettres de menaces reçues par les dirigeants du club niçois, les alertes à la bombe, et un cocktail molotov dans le magasin de Jean Noël Huck, suffisent au «Journal du Dimanche» pour parler d'«atmosphère de terreur». A l'origine de ces incidents, il y a les matches de coupe de France Nice-Bastia. Au match-aller, à Nice, les joueurs niçois blessent deux joueurs bastiais, malgré cela les Bastiais font match nul (2/2). Bastia remporte le match retour (4/0). Le match est correct, mais auparavant, deux joueurs de Nice ont été malmenés avant leur entrée sur le stade et ne pourront pas jouer. La feuille de match est régulièrement signée par l'arbitre, logique-

ment Bastia est qualifié. Mais la Commission de la Coupe de France prend la décision de faire rejouer le match et de suspendre le terrain de Bastia pour deux matches.

Sur le plan sportif, cette affaire est déjà grave, mais il est clair qu'elle est exploitée politiquement. Dans trois semaines, le 17 mai, s'ouvrira le procès d'Edmond Siméoni. En présentant les Corses comme des violents, des irresponsables au sang chaud, la bourgeoisie veut discréditer leur lutte, discréditer l'action d'Aléria et en imputer la responsabilité aux militants de l'ARC et aussi justifier les mesures de répression. Or, s'il est vrai que l'équipe de Bastia est, d'une

certaine façon porte-drapeau de la Corse, les violences exercées contre les joueurs niçois et les attentats ne peuvent être attribués ni à cette équipe, ni à ses supporters. L'agression des joueurs niçois est le fait d'éléments douteux. Poniatowski a envoyé des touristes d'un genre particulier sur l'île pour se livrer à la surveillance policière et à la provocation.

Quant à l'attentat revendiqué par un soi-disant «Groupe d'Étudiants Nationalistes Corses», il ne peut s'agir que d'une provocation, ce groupe est inconnu et toutes les organisations corses avaient décidé de suspendre les attentats. Cet attentat ne peut que servir les desseins du gouvernement.

Le 15 mai, à Paris, le comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés organise douze heures pour la Corse à la Mutualité.

Amiens : Pierre Goldman rejugé

Pierre Goldman est jugé aujourd'hui pour la deuxième fois devant la cour d'Assises d'Amiens après la cassation de son jugement pour un «vice de forme» habituellement admis. Auteur de plusieurs hold-up, il a été condamné, sans preuves à la réclusion criminelle à perpétuité pour un double meurtre.

Il s'agit de l'assassinat de deux pharmaciennes, boulevard Richard Lenoir, le 19 décembre 1969. L'assassin a également blessé un témoin et un agent en civil.

Goldman a été condamné sur la base de témoignages sujets à caution, et a toujours nié sa culpabilité dans ce meurtre. S'il a ainsi été «chargé», c'est que la bourgeoisie en avait fait un bouc émissaire, un «gauchiste devenu assassin», dans une campagne d'intoxication.

Pierre Goldman a écrit en prison un livre : «Souvenirs obscurs d'un juif polonais en France».

possible avec l'UNEF-PCF.

Ce qui est en question, c'est de rendre plus conséquentes les ruptures avec les réformistes stigmatisés au cours de la manifestation du 23 par des slogans comme UNEF trahison ! SNES-Sup trahison !, car lutter pour abroger la réforme, ce peut être aussi lutter pour une réforme plus favorable aux intérêts corporatistes des étudiants, appeler à l'unité avec les travailleurs, cela peut se faire dans le cadre du Programme Commun.

LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE SE DÉGAGE

La nécessité de ce débat de nombreux étudiants l'affirment à Jussieu dans un forum autour de la question : «lutte entre révolution et réforme au sein du mouvement».

A Dauphine, les étudiants en gestion s'interrogent sur leur avenir : «Nous sommes coincés sur le plan individuel, futurs cadres d'un système que nous rejetons !», lors d'un débat sur les accidents du travail.

Cette voie révolutionnaire d'unité avec les travailleurs commence à s'affirmer aujourd'hui lorsque, à l'unanimité les étudiants de Vincennes réunis en AG soutiennent inconditionnellement la lutte des travailleurs de la Sonacotra «partie intégrante de l'offensive de la classe ouvrière contre la bourgeoisie en crise» et manifestent avec les travailleurs ; lorsque, à Besançon, les étudiants en

Les ambiguïtés qui subsistent sur les objectifs poursuivis, nous ne pourrions les lever qu'en éclairant les projets politiques d'ensemble des réformistes. Ainsi, on comprend l'orientation que veut impulser l'UNEF lorsqu'on éclaire la bataille qu'elle mène contre la réforme à la lumière du Programme Commun, projet d'une autre gestion du capitalisme.

De même, lorsque les trotskystes proposent comme pierre d'achoppement de l'unité étudiants-travailleurs, la menace du chômage, ils cherchent à masquer les contradictions de classe entre un OS chômeur et un futur cadre menacé par le chômage ; comme les révisionnistes ils tentent d'accrocher la classe ouvrière aux basques de la petite bourgeoisie.

Construire un pôle révolutionnaire c'est introduire et défendre dans le mouvement le point de vue révolutionnaire, c'est combattre au grand jour les orientations qui mènent à la conciliation avec la bourgeoisie, qui cherchent à maintenir les étudiants prisonniers d'intérêts corporatistes.

Les luttes ouvrières qui se développent, permettent d'affirmer par des initiatives concrètes, la voie révolutionnaire dans le mouvement. Aujourd'hui il est temps d'imposer et d'engager largement le débat de fond. La coordination de demain à Paris doit en être une étape importante.

INTERNATIONAL

DROITS DES MER L'URSS CONTRE LE TIERS MONDE

Au cours de la troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer, qui se tient actuellement, la délégation soviétique s'est trouvée considérablement isolée. Elle a en effet demandé que la zone économique qui doit s'étendre au-delà des eaux territoriales ne soit plus définie comme « exclusive ». Elle a proposé que la zone économique soit considérée comme faisant partie de la haute mer, c'est-à-dire que des navires étrangers pourraient y entrer librement, y compris pour des activités économiques. La délégation soviétique s'est heurtée à l'opposition de très nombreux pays (Chine, Cambodge, Pérou, Pakistan, Togo). En effet, cette proposition vide complètement de son sens la notion de « zone économique exclusive » qui doit permettre aux pays du Tiers Monde de protéger leurs zones de pêche, leurs ressources pétrolières et minérales contre les grandes puissances qui disposent de très importants moyens pour les piller. En prenant cette position, le social-impérialisme défend très cyniquement ses intérêts, puisque sa flotte de pêche sillonne le monde entier.

Les élections au Vietnam

UNITÉ NATIONALE, AVANCÉE VERS LE SOCIALISME

Pour la première fois depuis trente ans, les Vietnamiens du Nord et du Sud votent ensemble pour élire une Assemblée Nationale. Cette Assemblée devra élaborer une constitution et élire les dirigeants des organismes de l'Etat. Les élections constituent une étape dans la réunification, mais elles n'en sont pas le point de départ. En effet, depuis un an, la lutte pour la reconstruction du Sud se fait avec le soutien économique et politique du Nord, sous la direction unique du Lao Dong, Parti du Travail. Les grands succès remportés depuis un an dans cette reconstruction et dans la mobilisation politique des masses permettent de concrétiser cette unité par l'instauration d'un Etat unique.

Les candidats qui ne font pas de campagne électorale autour de leur personne sont choisis par les organisations de masse (de quartier, d'usine, de village) en fonction de leur

attitude passée ou présente. Ils doivent avoir participé directement ou indirectement à la résistance contre l'impérialisme. Tous ne sont pas membres du Parti. Par exemple, à Saigon, la diversité idéologique des



candidats reflète bien la largeur de l'alliance des forces patriotiques qui a été réalisée : on y trouve des intellectuels, deux prêtres catholiques, deux membres du clergé bouddhiste. Mais ces personnalités ne se présentent pas

pour défendre un point de vue personnel qui divergerait de celui de l'ensemble du peuple. Ainsi, le prêtre Chan Tin, ancien résistant et candidat aujourd'hui à Saigon a déclaré : « Dans le monde d'aujourd'hui, il faut choi-

sir l'un des deux régimes : le régime capitaliste est un régime injuste... Sur notre territoire national, le socialisme qui a prouvé sa capacité de sauver notre nation, démontrera aussi ses possibilités dans la reconstruction nationale ».

Espagne

SUR LE FRONT DES LUTTES

A moins d'une semaine du 1^{er} mai qui se prépare intensément, plusieurs secteurs de la capitale sont paralysés ou perturbés par des luttes, en particulier la Telefonica et Iberia. La banlieue de Madrid, en particulier Torrejon et les quartiers de Moratalaz, Vallecas (village) et Getafe sont de nouveau à la pointe des luttes et l'influence des révolutionnaires s'étend...

A Iberia, à l'aéroport de Barajas, il y a tous les jours des assemblées de travailleurs de plus de 1 000 personnes ; ils demandent une augmentation uniforme de 6 000 pesetas pour tous. A signaler que chez Iberia, les différences de salaires entre le personnel des ateliers, le personnel technique, administratif et les pilotes est de 1 à 24. Trouvant de nouvelles formes d'action, les travailleurs au nombre de 500 à 1 000 s'installent tous les jours à l'heure des casse-croûtes sur les pistes d'atterrissage et manifestent.

A la Telefonica, une assemblée de plusieurs centaines de travailleurs a voté une série d'actions pour obtenir la levée des sanctions ; ralentissement du rythme de travail et rassemblements jusqu'à mercredi prochain, jour où le Conseil d'Administration de la Telefonica doit se réunir pour étudier le conflit. Les travailleurs ont décidé de faire grève jeudi si les sanctions ne sont pas levées.

A Torrejon, s'est tenue

une assemblée de plus de 1 000 travailleurs représentant les principales entreprises de la ville : Emidental, Pegaso, Texas, Minvielle, SKF, Maesa, Cedifi, etc... Il s'agissait de marquer la solidarité des ouvriers avec cinq ouvrières de Cedifi, licenciées pour avoir protesté contre la mort d'une de leurs camarades de travail, renversée par une auto à la sortie de l'usine. Cedifi est une entreprise qui emploie des handicapés. A l'occasion de cette assemblée, huit travailleurs ont été arrêtés par la Garde Civile.

Dans le quartier de Moratalaz, s'est déroulée une manifestation commune de la Jeune Garde Rouge (PTE) et de la Jeunesse Maoïste (ORT), qui a regroupé un millier de jeunes défilant avec des pancartes et de grands drapeaux rouges... Une voiture de police qui est apparue aussitôt été encerclée, les vitres ont été brisées et les flics ont dû s'enfuir.

A Vallecas (village), l'ORT a tenu un meeting devant 300 personnes dans lequel sont intervenus plusieurs dirigeants et des leaders ouvriers ou appartenant au mouvement populaire. Le meeting qui s'est tenu ouvertement avait cependant été préparé par des rendez-vous préalables.

A Getafe, l'usine d'Uralita a repris le travail après 25 jours de grève qui se sont terminés par une victoire : le camarade licencié a été réintégré.

Algérie

François-Poncet, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, est en visite officielle à Alger. Le gouvernement français affirme attendre beaucoup de cette visite pour améliorer les relations franco-algériennes. Celles-ci se sont considérablement détériorées depuis la visite de Giscard l'année dernière : d'une part, les accords économiques proposés étaient systématiquement insuffisants pour l'Algérie ; de plus, le soutien de Giscard à Hassan II contre le peuple sahraoui a envenimé encore ces relations. Depuis le début de l'année, l'Algérie n'a passé aucune commande de biens d'équipement en France. La tâche de François-Poncet ne sera pas facile, d'autant plus qu'il a été précédé la semaine dernière par les travailleurs algériens expulsés par Poniatowski.

Argentine

Les rumeurs annonçant l'arrestation d'Edgardo Enriquez, frère du dirigeant Miguel Enriquez du MIR chilien, sont confirmées, l'arrestation remonte à dix jours. L'arrestation de ce dirigeant illustre la situation d'otages dans laquelle se trouvent les 5 000 réfugiés en Argentine. Le gouvernement militaire argentin a décidé le 2 avril dernier que les exilés politiques devront se présenter tous les 30 jours à la police pour faire confirmer leur domicile et renouveler tous les six mois leur carte de séjour. Ils devront également, dans un délai de trente jours, soit avant le 3 mai prochain, se présenter aux autorités policières qui les informe de leur endroit de résidence. Les 22 provinces ont reçu un gouverneur militaire désigné par la junte.

POLITIQUE

L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT DES REMOUS PERSISTANTS DANS LE PCF

L'abandon, par le 22^e Congrès du PCF, de la référence à la dictature du prolétariat, n'a pas fini de créer des contradictions au sein de ce parti. Marchais a beau essayer d'esquiver le problème en parlant, au sujet de la dictature du prolétariat, de « dogmes qui sont morts pour nous », il a beau prétendre qu'il ne faut pas « garder des concepts qui ne permettent pas de rassembler les masses populaires », l'opposition au sein du PCF n'a pas disparu.

Le secrétaire général a dû, d'ailleurs reconnaître lui-même que la discussion n'était pas finie, lors du débat organisé vendredi dernier par le PCF pour la « semaine de la pensée marxiste ».

Le philosophe Althusser a repris les critiques qu'il avait faites pendant la discussion du congrès. Montrant, involontairement sans doute, l'absence de discussion de la ligne politique dans le

PCF, il a même déclaré que le 22^e congrès, en abandonnant la dictature du prolétariat, « a permis qu'on en parle, car les gens maintenant se demandent ce qu'ils ont abandonné » !

Le fait qu'Althusser revienne sur cette question trahit l'existence, au sein du PCF, de réticences reconnues par Marchais lui-même. Et celles-ci sont le reflet de l'opposition rencontrée dans les masses par les militants révisionnistes.

Nul doute d'autre part, qu'à l'occasion de cette question de la dictature du prolétariat, l'opposition à Marchais, qui voudrait revenir à plus de servilité vis-à-vis de Moscou, se mobilise. La « Pravda » et le KGB viennent d'ailleurs de revenir une fois encore sur la nécessité de la dictature du prolétariat, vocabulaire marxiste derrière lequel ils cachent la restauration du capitalisme en Union Soviétique.

Paul LEFORT

AGRET : VERS LA RÉVISION DU PROCÈS

Samedi matin, une petite manifestation pour exiger la justice pour Agret a eu lieu à l'hôpital des Beaumettes, à Marseille, où Agret poursuit sa grève de la faim.

Lundi se réunira la commission de révision du procès, qui dira si le procès doit ou non être révisé.

Le « fait nouveau » qui, selon Lecanuet, justifie cette procédure, c'est le revirement de son co-accusé Santelli, qui accuse aujourd'hui le SAC au lieu d'Agret.

En fait, ce n'est pas nouveau que le SAC soit accusé ; mais alors, Lecanuet ne semblait pas pressé de réviser le procès : il y est aujourd'hui contraint par la mobilisation qui s'est organisée ces dernières semaines, autour de la lutte d'Agret pour exiger que la lumière soit faite.

LES CASSEURS, ÇA SERT ! Au « Journal du Dimanche », en particulier ! Un des fins limiers de ce torchon pour qui les casseurs de vitrines ont bien plus d'importance que les dizaines de milliers d'étudiants qui manifestent, a dressé le portrait de l'un d'eux, sous le titre « Il a presque 18 ans, son père est cadre supérieur, et il veut être fonctionnaire ». Ça, c'est pour le sensationnel. C'est aussi pour associer insidieusement les jeunes qui manifestent leur révolte aux fils à papa en mal

d'émancipation. Mais là où le Journal du Dimanche se surpasse, c'est en faisant de ce casseur (peureux, on tient bien à le préciser) un « maoïste ». La manœuvre se précise : déjà Saunier Seité avait montré, (dans une interview à France Soir !) du doigt les méchants étudiants, les durs, qu'elle appelait les maoïstes. Il ne faut pas s'y tromper, ce sont les révolutionnaires que l'on tente ainsi de discréditer. Que ceux des « casseurs » qui ne sont pas payés par la police le comprennent bien !

SPORTS

Football : France-Pologne



Samedi soir à Lens, la France a gagné le match qui l'opposait à la Pologne, par 2 à 0.

● LES ESPOIRS RUSSES VAINQUEURS DEVANT LA FRANCE : Les espoirs français de football (espoirs bien renforcés par les Stéphaneois...) n'iront pas en demi-finale du championnat d'Europe : à l'issue du match,

le score était de 2 à 1 pour les Russes. Ce qui équivalait à l'égalité sur les deux rencontres. Les prolongations n'ayant pu départager les deux équipes, c'est aux penalties que s'est faite la décision : 4 à 2 pour les Russes.

INTERNATIONAL

BRÉSIL : LE PRIX DU «MIRACLE»

UNE SUREXPLOITATION INOUIE

LE MYTHE BRÉSILIEN

La bourgeoisie de notre pays cherche à imposer une certaine image du Brésil : le carnaval de Rio, la «gaité» brésilienne, et un formidable marché de 100 millions de consommateurs, bref un pays neuf à conquérir, en pleine expansion. Comme dans les hôtels, on y vante non le confort assuré, mais la sécurité garantie, des conditions exceptionnelles : toutes facilités pour le rapatriement des capitaux sans limitation aucune, crédits avantageux sur place, prise en charge par l'Etat brésilien des gros travaux d'infrastructure coûteux et peu rentables et surtout une main-d'œu-

vre d'une «docilité incomparable», pas exigeante pour les salaires. Les capitalistes du monde entier y ont tout pour être heureux et plus d'un, en France, rêve de s'inspirer de ce modèle. Un modèle qu'on veut faire passer pour un miracle, à l'aide de quelques chiffres fracassants : 10 % de croissance par an de 68 à 73, une augmentation de plus de 28 % des exportations, des taux de profit très élevés grâce en particulier à la politique salariale : de quoi faire pâlir d'envie l'impérialisme français !

L'ENVERS DU «MIRACLE» ?

En politique comme ailleurs, il n'y a pas de

miracle ; le prix de cette croissance est la souffrance, la surexploitation, la malnutrition, une vie quotidienne de cauchemar pour l'immense majorité du peuple brésilien. Cela signifie qu'il n'y a pas seulement un «envers» du miracle, qui serait la suppression des libertés politiques et syndicales, la torture, la répression de quelques-uns. Cet envers de la réalité brésilienne, la bourgeoisie française est prête à l'admettre comme des bavures du système et à en justifier l'existence par le «boom» économique.

En réalité, la répression n'est pas un aspect de la vie au Brésil, elle est la dimension unique, constante, généralisée de

l'existence quotidienne.

«ARROCHO SALARIAL»

En effet, si l'un des mécanismes envisagés par les militaires en 64 consistait à attirer les capitaux étrangers et à développer les exportations, l'autre aspect, de loin le principal, était l'«arrocho salarial» (le blocage des salaires). Aux termes d'une loi de 1965, les réajustements de salaire, qui ont lieu tous les deux ans, ne doivent pas dépasser la moitié de l'augmentation réelle du coût de la vie : ainsi, en 10 ans, les salaires réels ont baissé environ de moitié. Une revue officielle des syndicats verticaux (fascistes) déclarait très satisfaite : «La politique salariale s'est révélée un excellent instrument de contrôle du coût de la main-d'œuvre. Le mécanisme de réajustement des salaires échappe à l'action des intéressés, dans la mesure où la politique gouvernementale élimine toute pression de leur part...»

La situation est encore pire pour les travailleurs payés au SMIC, qui représentent plus de la moitié des ouvriers. Le SMIC leur permet tout juste de ne pas mourir de faim, mais exclut toute possibilité d'avoir un logement, des soins médicaux ou des vêtements. Leur pouvoir d'achat a baissé de 71 %. L'extorsion de profits

fabuleux se fait au Brésil par deux moyens simultanés : par l'extorsion d'une plus-value absolue à travers l'allongement de la journée de travail qui est passée de 10 à 12 heures, tandis que les heures supplémentaires devenaient obligatoires. L'autre moyen est l'intensification du travail, si bien que le Brésil détient le record mondial d'accidents du travail : près de 20 % de la population active brésilienne est accidentée, par an.

Une des conséquences de cette surexploitation est le travail des enfants : l'âge légal a été abaissé à 12 ans, et le jeune travailleur n'a droit qu'à la moitié du SMIC. Faire travailler les enfants, c'est souvent le seul moyen pour une famille de survivre.

IMPÔTS SYNDICAL ET FGTS

En dehors de cette politique d'«arrocho salarial», il existe toute une série de ponctions légales sur le salaire ouvrier, par exemple, l'impôt syndical, soit une journée de travail par an, prélevée automatiquement, que le travailleur soit syndiqué ou non. Mais le système contre lequel le plus de révoltes ouvrières ont éclaté, est le FGTS (Fonds de Garantie par Temps de Service) : il s'agit d'un versement de 8 % du salaire annuel, obligatoire, placé par le

patron sur un compte bancaire. En cas de licenciement «justifié» par le patron, le travailleur touche les fonds sans correction monétaire. Rappelons que l'inflation commence à atteindre 50 %. Si le travailleur s'en va, il ne touche rien. Un tel mécanisme tient lieu d'allocations chômage et le chômage est aussi «naturel» au Brésil que le soleil dans le Midi de la France.

La vérité du Brésil, c'est cette misère sans fond, les gens qui partent le matin fouiller les poubelles pour trouver à manger, les milliers de «favellas», de bidonvilles faits de bric et de broc, des villes-misère où doivent s'entasser les travailleurs, le trachome qui rend aveugle, 15 millions de «mineurs abandonnés», enfants errants dans le pays, combien de milliers de «marginiaux», qui n'ont même pas d'existence légale. Voilà l'œuvre de 12 ans de dictature ! Mais l'oppression toujours

Mais l'oppression entraîne toujours la révolte, d'autant plus sûrement que cette politique contient les germes de sa propre destruction et que la crise économique et politique n'épargne pas le Brésil.

Hélène VARJAC

Demain : «Quand le miracle devient mirage»

Au Brésil, il y a 7 merveilles à ne pas manquer!

Ce qu'il y a de merveilleux dans un voyage au Brésil, c'est qu'on ne voit jamais deux fois de suite la même chose.

VARIG

Plus de destinations, plus de services.



Le Nouvel Observateur 17

Liban : Frangié signe l'amendement

Frangié, le président de la République, a signé samedi l'amendement à l'article 73 de la Constitution. Cet amendement prévoit la possibilité de l'élection d'un nouveau président, six mois avant la fin du mandat du président actuel. Donc, les députés vont pouvoir élire

un nouveau chef d'État. Les deux candidats les plus en vue sont d'une part, Eddé, chef du Bloc National, parti de droite, et d'autre part, Sarkis, gouverneur de la Banque Centrale du Liban. D'autres candidats ont beaucoup moins de chance, comme Chamoun, ministre

de l'Intérieur, pro-américain.

Comme la Constitution est toujours la même, le président doit être maronite (confession chrétienne). Si Eddé semble être en bonne place, c'est à cause de son attitude modérée pendant les événements et son opposition aux phalanges et à Chamoun. Mais il ne faut pas oublier qu'Eddé a toujours demandé l'installation de «casques bleus» (officiers de l'ONU) au Sud du Liban, ce qui gênerait considérablement la lutte contre l'État sioniste.

● **JAPON** : Plus de deux millions de travailleurs ont fait grève le 20 avril pour des augmentations de salaire. Il y a eu également la semaine dernière une grève de 24 heures des postes et une grève de trois jours des transports.

● **GRANDE-BRETAGNE** : Deux diplomates hongrois, surpris dans un arsenal qui fabrique les têtes nucléaires des Fusées Polaris ont été arrêtés et interrogés par la police britannique. Ils ont démenti être des espions.

Palestine occupée En Cisjordanie, soutien total à l'OLP

Pendant toutes les manifestations de la semaine passée, les masses palestiniennes de Cisjordanie ont chanté les chants révolutionnaires palestiniens et ont affirmé leur soutien à l'OLP, en lançant des mots d'ordre comme «Continue, Arafat, nous sommes des soldats pour la libération». Désormais, toutes les tentatives sionistes de créer des représentants fantoches du peuple palestinien sont vouées à l'échec. Seule l'OLP est le représentant légitime du peuple palestinien en lutte, à l'intérieur

comme à l'extérieur. Juste au moment du soulèvement, les sionistes mettent l'accent sur la «route miraculeuse» entre Jérusalem et Bethléem, où on a l'impression de monter la pente alors qu'on descend. Mais il y a d'autres «routes miraculeuses» en Palestine. Sur plusieurs d'entre elles, des soldats israéliens ont disparu, ils faisaient de l'auto-stop. Ces «miracles» ont une explication : le peuple palestinien utilise ce moyen de lutte contre l'occupation.

SAMEDI A LA MUTUALITÉ

Meeting enthousiaste pour l'anniversaire de la libération du Cambodge

Samedi, la Mutualité était aux couleurs du Cambodge. Une salle remplie de Cambodgiens qui vivent en France et de nombreux anti-impérialistes français a longuement applaudi le discours du Président du Comité du FUNK en France, qui a retracé la victoire, la libération totale après une offensive de 107 jours et 107 nuits, qui a amené les forces populaires au cœur de Phnom-Penh le 17 avril à 9 heures du matin. Cette victoire était celle du peuple, c'est lui qui dirige et organise la reconstruction, remodèle le pays pour répondre à tous ses besoins.

Il a notamment déclaré : «La campagne au Kampuchéa présente une toute nouvelle physionomie. Digués, diguettes, canaux, barrages quadrillent à perte de vue nos plaines et nos montagnes. Partout, des chantiers, où travaillent avec ardeur des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs, s'attaquent à résoudre totalement le problème de l'eau. L'abondante récolte de riz qui vient d'être rentrée est d'ores et déjà excédentaire. Le calme et la sécurité régneront totalement sur tout le territoire. Le pouvoir popu-



laire se développe et se renforce constamment. Les cadres et les responsables de tous les échelons, qui sont les meilleurs fils et filles de nos ouvriers et de nos paysans, font preuve en toutes circonstances de fidélité au peuple, de grande combativité, d'esprit de responsabilité... Le peuple du Kampuchéa est un peuple profondément pacifique. Il n'aspire qu'à vivre et édifier en paix son pays. Mais en aucun cas, il ne permet à un pays étranger d'installer des bases militaires sur son territoire ; il s'oppose résolument à toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures».

La lutte de libération nationale a inspiré chants et danses, saynètes qui nous ont été présentées dans la deuxième partie. La musique,

les ballets traditionnels, que le peuple cambodgien a longuement mis au point pendant des siècles prennent une nouvelle vigueur en s'enrichissant de la représentation de la lutte de libération, de la lutte pour la reconstruction, de tout ce qui fait la vie des paysans et des ouvriers aujourd'hui. L'enthousiasme aimait à la fois spectateurs et acteurs dans la représentation ; la salle ne se contentait pas d'applaudir, elle participait activement. Un peu du peuple cambodgien avait surgi devant nous. Cet enthousiasme partagé par tous reflétait la joie de voir un peuple libre. Des applaudissements répétés saluèrent les représentants de la Chine, du Vietnam, de l'Albanie, de Palestine unis dans un même soutien au peuple cambodgien.

DANS NOTRE COURRIER

A propos du bloc-notes du Docteur QdP

ENCEINTE OU PAS ?

COMMUNIQUÉS

MARDI 27 AVRIL A MARSEILLE
20 h 30 - Salle Saint-Georges
RENCONTRE PROVENCE-LANGUEDOC

Des ouvriers, des paysans, des viticulteurs seront présents mardi soir. Des leaders viticoles, des syndicalistes prendront la parole à la tribune. Des échanges directs pourront se faire grâce aux divers stands tenus par des usines en lutte ou des paysans provinciaux. Organisé par le COMITÉ POPULAIRE OCCITAN

SOUTIEN A PAPINSKI - NON A L'INSPECTION

Alors qu'aujourd'hui un grand nombre d'enseignants ont pris en charge la lutte pour sa réintégration, Papinski a arrêté sa grève de la faim qui a duré 90 jours. Nous devons donc développer notre lutte pour qu'il obtienne satisfaction.

SOLIDAIRES DU COMBAT DE PAPINSKI

Nous dénonçons toutes les formes de l'inspection et de contrôle que nous subissons dans notre pratique quotidienne. Sous couvert de justification pédagogique, elles ont pour fonction l'établissement d'un pouvoir absolu.

- a) Qui organise la division parmi les enseignants (promotions, notations).
- b) Qui contribue à perpétuer l'infantilisation des enseignants (crainte du jugement du supérieur hiérarchique, attente constante de la surveillance).
- c) Qui tend à imposer une certaine façon d'enseigner. Ce modèle à respecter étant d'autant plus contraignant qu'il est vague et varie suivant l'humeur de l'inspecteur.

En conséquence, nous nous engageons à nous mettre en grève lorsqu'un collègue signataire sera inspecté, tant que Papinski n'aura pas obtenu sa réintégration. Nous sommes solidaires de tout signataire qui serait réprimé.

Envoyez les signatures à F. Rutten, 16 avenue de Bouvines
75017 PARIS - 343.76.29

Nom
Catégorie
Matière (pour le secondaire)
Etablissement
Signature :

6 HEURES

L'EDUCATION EN LIBERTE SURVEILLEE

MERCREDI 28 AVRIL DE 15 A 20 HEURES
177 RUE DE CHARONNE (à l'AGECA) PARIS 11^e
METRO CHARONNE OU BAGNOLET

Si quelque chose change à l'Education Nationale, ce sont les ministres - et leurs réformes.

Ce qui reste, ce qui se renforce même, c'est le carcan des méthodes, des programmes, des contrôles imposés.

Mais c'est aussi le poids de toutes les traditions, de tous les interdits, de tous les tabous plus ou moins intériorisés.

Enseignants, mais aussi fonctionnaires, pouvons-nous tolérer que l'Etat veuille nous transformer en chiens de garde ?

Femmes et hommes, pouvons-nous supporter un enseignement assexué ?

Educateurs, pouvons-nous accepter de presser les élèves dans des moules préfabriqués ?

Nous, qui nous voulons libres et responsables, pouvons-nous admettre d'être suspendus, mutés, radiés dès que nous contestons, changeons, «dévions» ?

VENEZ DISCUTER AVEC NOUS !

VENEZ APPORTER VOTRE SOUTIEN A PAPINSKI ET A TOUS LES REPRIMES DE LA FONCTION PUBLIQUE !

CONTRE
LE LIBERALISME MUSCLE A L'EDUCATION NATIONALE

POUR
LA REINTEGRATION DE PAPINSKI ET DE TOUS LES REPRIMES !!!

FORUMS :

Les fonctionnaires et l'Etat, avec des magistrats et des avocats.
La sexualité à l'école, avec des camarades du planning familial et du MLAC

Liberté pédagogique ? avec le groupe Freinet
Inspection-répression avec Le Gravelec, Blache, Papinski

Films, Groupes de discussion, Ventes de livres, Buffet.

Le Comité de Soutien
à Papinski - Paris

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS
DANS LE MÊME KIOSQUE**

En feuilletant le QdP, un titre m'a arrêtée : enceinte ou pas ? Avant de formuler des «critiques» je me permets de dire merci au médecin du QdP, enfin un article sur la femme enceinte qui ne s'arrête pas à vanter tel soutien gorge d'allaitement ou tel pantalon ou robe de grossesse. Cependant, je mets en doute le G. test ou L. test, j'ai personnellement expérimenté ce test, il s'est révélé positif alors que je n'étais pas enceinte, je crois pouvoir noter aussi qu'il est un peu plus coûteux que vous ne le dites.

D'autre part, j'apprécie la mention faite au sujet des femmes exposées de par leur profession, en général dans le milieu hospitalier, on fait attention à cela du moins sur le lieu de travail même, il faut quand

même noter qu'au niveau administratif, ils ne sont pas toujours très informés ou ne veulent pas l'être et j'ai vu une personne se trouvant à la direction du personnel du CHR de Bordeaux réclamer une radio pulmonaire à une infirmière qui se faisait embaucher alors qu'elle était enceinte de deux mois environ, le médecin du personnel acceptait l'infirmière sans radio, mais ce «monsieur» des bureaux ne comprenait pas lui que ce n'était pas le moment de lui ciller des radiations.

A propos de l'heure de repos supplémentaire je voudrais savoir si au niveau des entreprises les femmes enceintes peuvent prendre une heure sur leur temps de travail comme cela se fait par exemple à l'hôpital (quand on est informée).

Je note en fin d'article la

recommandation que vous faites pour la limitation des médicaments, je crois que l'on peut se permettre d'en citer un, qui est absorbé par les Français à des doses incroyables parce qu'il semble inoffensif : l'aspirine, sous toutes ses formes ou tout produit contenant de l'acide acétyl salicylique ; je crois que la femme enceinte ne devrait prendre aucun médicaments sans l'avis du médecin.

En vous remerciant une nouvelle fois pour cet article qui éclairera beaucoup d'entre nous, je vous salue. A bientôt avec les autres articles.

Chantal, infirmière à Bordeaux

Je te remercie pour ta lettre et viens te donner les précisions demandées.

Il est vrai que le G-test peut se révéler faussement positif dans le cas où l'on prend la pilule par exemple, mais s'il est bien fait, il est sûr lorsque le résultat est positif.

Je suis tout-à-fait d'accord avec toi sur les dangers des médicaments pris par les femmes enceintes sans prescription. A ce propos, il faut signaler le danger des vaccins sur les femmes enceintes pour refuser les vaccins systématiques faits en médecine du travail.

Pour l'heure de repos supplémentaire, cela dépend de la convention collective de chaque entreprise. Il faut donc connaître cette convention, et faire alors la demande. Il faut, par la lutte si besoin est, obtenir partout cette heure !

D' QdP



CAMARADES DU QUOTIDIEN

Chaque jour j'attends le moment de lire «mon» journal, et chaque jour je me demande (en autres choses) aujourd'hui y aura-t-il quelque chose sur les femmes ? Jeudi justement, il y avait un article du Docteur QdP sur la grossesse. Mais cela n'allait pas. Je crois que j'ai trouvé ce qui n'allait pas, et comme c'est très important, je vous écris.

Je crois qu'il ne suffit pas que le docteur QdP donne des renseignements médicaux ou socio-médicaux classiques, c'est-à-dire nombreux, précis, sans doute plus complets qu'ailleurs (prix, droit du travail...). Il faut qu'il transforme la relation avec le patient ou le lecteur, qu'il lui transmette la vraie compréhension des choses, et c'est très différent. Il vaudrait mieux dire moins de choses en un seul

article, et les expliquer plus profondément.

Par exemple :

- Pourquoi les nausées se produisent-elles ?
- Pourquoi un examen de recherche de la syphilis ? (que signifie BW).
- Pourquoi vacciner à partir de 16 ans contre la rubéole ?

Cette attitude est très importante, car on a toujours interdit à la femme la compréhension de son propre corps, soit en la maintenant dans une ignorance presque complète, soit en lui donnant uniquement des informations scientifiques neutres et compliquées. De ce fait, que d'angoisses à toutes les époques de la vie des femmes.

C'est pourquoi, malgré toute l'importance des renseignements pratiques donnés par le Docteur QdP, je suis inquiète de ne pas voir la moindre ébauche

ou la moindre promesse d'autre chose sinon la «surveillance» de la grossesse (ne dirait-on pas quelque chose d'extérieur...)

Par exemple, ne pourrait-il pas expliquer (à l'homme aussi bien qu'à la femme) ce qui se passe lors d'une grossesse, ce que va ressentir la femme, comment est le fœtus, comment se nourrit-il et se développe-t-il ?... pour leur donner le moyen de comprendre ce qui se passe.

Malgré tout, je sais bien que le Docteur QdP est acculé par la réalité occidentale et capitaliste à donner très vite beaucoup de renseignements pratiques pour permettre aux travailleurs de se débrouiller le mieux possible face à la cupidité des médecins et la complexité administrative. Mais j'espère que le Quotidien lui laissera la place de faire autre chose...

Une mère de famille
de Paris Vème

Pour répondre à tes questions sur les nausées du début de grossesse, c'est la production d'œstrogènes (hormones de la grossesse) en quantité trop importante, qui provoque des nausées. J'ai parlé de l'examen de recherche de la syphilis, car il est fait systématiquement à toutes les femmes enceintes. La technique d'analyse a été mise au point par Bordet Wassermann d'où le nom BW (de même que BCG = Bacille Calmette Guérin, nom des deux chercheurs qui ont mis au point cette méthode de vaccination).

On recherche une syphilis pour les mêmes raisons qu'on recherche une tuberculose, c'est pour les traiter dès le début de la grossesse et éviter ainsi des malformations du fœtus.

16 ans est l'âge où sauf exceptions, les femmes commencent à être mères, il est donc prudent de se renseigner à ce moment-là pour savoir si l'on est immunisée contre la rubéole (c'est-à-dire si l'on a été en contact), et dans le cas où on ne l'est pas, il est important aussi de se faire vacciner.

Ainsi, en cas de grossesse, la femme évitera des malformations fœtales si elle est en contact avec un rubéoleux.

Quant aux questions que tu poses sur le déroulement de la grossesse, nous essaierons d'y répondre au mieux dans de prochains blocs-notes, et demande aux lecteurs d'envoyer leurs questions sur ce sujet.

D' QdP

1^{er} MAI

FÊTE de REBELLES

Mensuel de l'U.C.J.R.

1^{er} MAI TOUS A PARIS

Cartoucherie de Vincennes
LA FÊTE SE TIENDRA Y COMPRIS EN CAS DE PLUIE

AU PROGRAMME

SCÈNE CENTRALE :

- PIERRE CHAMPION
- ROGER SIFFER
- CHIC STREET MAN
- IMAGO
- GILLES SERVAT
- AKENDENGE
- INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA avec HO MAKÀ et ARTHUR WINKLER

- CARLOS ANDREU
- FRANÇOIS TUSQUES
- GROUPE SOHO

Seront présents des membres du Comité d'Action Populaire de Dijon (chanteurs progressistes qui ont largement soutenu la grève de Bourgogne-Électronique)

SCÈNE LATÉRALE :

- Le cabaret de la rue de la ré (Lyon)
 - Chorale iranienne
 - Fanfare
 - Un violoniste irlandais
 - Gérard Gauche
 - Pierre Drighi (chanteur corse)
- Nombreux sketches sur le chômage, la réforme Haby...

Forums de 18 H à 24 H :

- LE SPORT : avec des sportifs célèbres, des champions (18 H)
- MAI 68 : Quelles leçons tirer pour aujourd'hui ? (18 H)
- LE THÉÂTRE : Avec des acteurs, des troupes (18 H)
- LA POLLUTION : Qui est responsable ? Avec des ouvriers, des écologistes, des membres du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail (18 H)
- LA JUSTICE : Avec des avocats, des magistrats, des membres du Mouvement d'Action Judiciaire, et du Syndicat de la Magistrature (20 H)
- AVORTEMENT-CONTRACEPTION : Avec des militants et des militantes du MLAC (20 H)
- LE CINÉMA PROGRESSISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE : Avec Tobias Engel, Yann Le Masson, les rédacteurs de la revue Cinématique, Cinélutte... (20 H)
- LA PRESSE POUR LES JEUNES : Avec des journalistes de l'Antirouille, Pop-Hebdo, du journal des CLAJ (20 H)
Débat animé par Maryse Cordier, rédacteur en chef de «Rebelle»
- LA CHANSON POPULAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE : Avec les chanteurs et les groupes participants, (23 H). Attention, le chapiteau ne contient que 500 places !)
- LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE : Avec des Comités d'action, de lutte de toute la France. Jacques Papinski expliquera le sens de sa lutte, avec d'autres professeurs victimes de l'arbitraire dont Della Souda, etc...
Débat animé par François Dusseaux, membre de la Coordination Nationale Élèves Révolutionnaires (23 H)
- LE CHÔMAGE DES JEUNES : Avec les Comités de Lutte Contre le Chômage, «Le cri des murs»,... (23 H)
- LES APPRENTIS : Forum tenu à l'appel et sous la direction des apprentis de Blois (prélude à la rencontre nationale des apprentis révolutionnaires) (23 H)
- LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES : Avec des militants des Comités Anti-Répression de Grenoble, Vénissieux, de nombreux éducateurs, des jeunes en lutte dans les quartiers contre la répression.
- LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE : Avec des jeunes, des ouvriers ayant séjourné en République Populaire de Chine
- LES JEUNES OUVRIERS SONT EN LUTTE : avec des ouvriers de Lip, Bourgogne-Électronique, des mines... etc...
Ce forum sera animé par Roger Aubert, membre du Secrétariat National de l'U.C.J.R.

A 22 H: MEETING DE L'U.C.J.R.

Prendront la parole :

JEAN FRANÇOIS VITTE
secrétaire national de l'U.C.J.R.

- Un camarade palestinien
- Un camarade espagnol
- Un camarade chilien
- Des ouvriers en lutte

De 18 H à 2 H : 2 cinémas
non stop, avec notamment

- L'heure de la libération a sonné (Dofhar)
- Quand on aime la vie, on va au cinéma
- Dettes pour salaire (sur l'oppression de la paysannerie)
- L'ennemi principal
- Le peuple et ses fusils, de Joris Ivens
- Vietnam : cinéma d'un peuple au combat
- La machette et le marteau (la Guadeloupe en lutte pour l'indépendance)
- Kashima paradise (avec l'auteur...)

Avec des jeunes de plus de 20 pays
de tous les continents :

Iran, Djibouti, Palestine, Guadeloupe, Martinique, Argentine, Chili, Pérou, St Domingue, Tunisie, Maroc, Sahara Occidental, Tchad, Gabon, Sénégal, Comores, Éthiopie, Érythrée, Oman, Turquie, Espagne, Italie, Liban, etc...

PLUS DE 70 STANDS - 10 EXPOSITIONS - CONCOURS TOUTE LA SOIRÉE
NOMBREUSES ATTRACTIONS
Venez nombreux ! Cette fête, c'est l'affaire de la jeunesse ouvrière et populaire, de toute la Jeunesse Révolutionnaire.

Vignettes à commander à «Rebelle» (57, rue Ordener 75018 - Paris) : 8 F
Entrée : 10 F

GRANDES FÊTES POPULAIRES

ROUBAIX SAMEDI 1^{er} MAI DE 14 h A 22 h
178, rue Jules Guesdes
48, rue Nabuchodonosor

Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)

LES CLOWNS DU PRATO DE LILLE ET SES CRACHEURS DE FEU.
JEUX - ATTRACTION - CONCOURS

Les travailleurs accusent le capitalisme en crise

Le Renouveau des luttes à Roubaix. Halte aux atteintes aux droits syndicaux :

Avec la participation d'ouvriers de la lainière, Sartelys, Motte Bossut, Hutchinson... et des délégations d'entreprises de CIT Alcatel, Babcock, INSEE, Usinor-Dunkerque...

Lip, ce n'est pas fini

AVEC UNE DÉLÉGATION D'OUVRIERS DE LIP.

La justice, non leur justice

AVEC M ET MME DEWEVRE, DES JUGES PROGRESSISTES DU NORD.

LES MINEURS DE LIEVIN ACCUSENT LES HOUILLÈRES, AVEC DES MINEURS DES PUITES 4 ET 7 DE L'U.P. DE LENS.

Pour une santé au service du peuple

AVEC DES MÉDECINS, DES EMPLOYÉS HOSPITALIERS DE LILLE, ROUBAIX.

A l'Alma-gare... «Y'en a marre»

APRÈS LA MORT DE LA PETITE SARAH, DES MILITANTS DE APF DE L'ALMA PARLENT.

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annappes.

Soutien aux luttes des peuples du monde

Avec :
- Des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles
- Des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPS

- Des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti)
- Avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

Pour préparer l'offensive ouvrière Pour une issue révolutionnaire à la crise

Intervention d'un membre du Comité Central
du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec Raoul de Godewarsvelde

AVEC : DES ACCORDÉONNISTES,
GROUPE POP MUSIQUE DE ROUBAIX

BUVETTE, FRITES, PATISSERIE.

En permanence :

- Stand du Comité de Lutte Contre le Chômage de Hen, avec Yves Beaumont (juriste) et bourse aux vêtements.
- Stand du Quotidien du Peuple
- Stand de la Librairie Populaire de Lille
- Stands attractifs
- Films anti-impérialistes et chinois.

LYON

SAMEDI 1^{er} MAI DE 17 h A 24 h
Centre Pierre Valdo (Rue P. Valdo) LYON 5

CARREFOUR SUR LES LUTTES

Avec des travailleurs de Lip, Paris-Rhône, SNAV, Berliet, Brandt, CEM, TCL, PTT, SNCF, etc... de Manducher (Oyonnax), Bonnet (Villefranche), de la chaussure (Romans), de la Drôme, etc...

- APRÈS L'ASSASSINAT DE SIX OUVRIÈRES À CLÉRIEUX, des travailleurs de la Drôme témoignent.
- DES PAYSANS TRAVAILLEURS expliquent leurs luttes et vendent leur produit.
- FORUM SUR LES LUTTES DE QUARTIER : contre le chômage et la vie chère, (expulsions, etc...), avec des militants des Comités des quartiers de Lyon et de la banlieue.

LES PEUPLES DU MONDE EN LUTTE :

- Des représentants de la Palestine en lutte (GUPS), d'Iran (UEIF), des Commissions Ouvrières (Espagne).
- Cité internationale : stand des organisations (Palestine, Iran, Espagne)...

- Jean Lermet, Yomna El Khalil, envoyée spéciale du Quotidien du Peuple au Liban.
- Jean-Paul Gay, envoyé spécial du Quotidien du Peuple à Djibouti.

INTERVENTION DE BERTRAND REY membre du Comité Central du PCR (ml)

Cinéma - Diapo - Vidéo non stop

- LIP, 73-74
- L'heure de la libération a sonné
- L'OLIVIER
- La grève de Cerisay : «Scènes de grève en Vendée»
- La grève de Caravallair : «Quand tu disais Valéry»
- Les travailleurs immigrés : «Les Mázigris»

- «La santé en Chine populaire»
- Montage-vidéo : Dario Fo à Lyon
- Montages : Palestine - Liévin - Djibouti
- Buffet : spécialités
- Jeux et attractions
- Loisirs pour les enfants

avec : **LOS CHACOS LA BAMBOCHE** et à partir de 21 h 30 : **ALAIN BERT LA CARMAGNOLE** orchestre - danse

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR(ml)
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris Cedex 19
CCP n°2313248 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET - Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56942

TELEPHONEZ
AU QUOTIDIEN :
2086561
de 9 h à 17 h

"COMMENT YUKONG DEPLACA LES MONTAGNES"

«Autour du pétrole» - «Impressions d'une ville : Shanghai» - «Une répétition à l'Opéra de Pékin» - «Le professeur Tsien» -

Une certaine perplexité peut s'emparer du spectateur qui n'a pas encore vu «Comment Yukong déplaça les montagnes». Il devrait se hâter, ce spectateur-là, car les lois du profit régnant dans la diffusion comme ailleurs risquent de les enlever de l'affiche prochainement. Par quel des quatre programmes commencer pour mieux entrer dans le vécu quotidien de la Chine ?

Il me semble que celui qui regroupe «Autour du pétrole», «Impressions d'une ville : Shanghai», «Une répétition à l'Opéra de Pékin», «Le professeur Tsien» est particulièrement intéressant. Car par la variété des sujets abordés, par son aspect enquête très souple, il permet d'entrer immédiatement dans la complexité, dans la nouveauté de cette société chinoise en construction.

«Impressions d'une ville» recrée le mouvement de cet énorme port qu'est Shanghai, montrant bien que la rue appartient aux travailleurs, qu'ils s'y promènent, y mangent, y pra-



tiquent les sports ou d'autres activités de détente en toute liberté.

«Autour du pétrole» c'est l'expérience extraordinaire de Taking : cette floraison de puits de pétrole en pleine steppe désertique. Comptant sur leurs propres forces, face à la perfidie du social impérialisme, dans les années 60, de jeunes révolutionnaires chinois, au prix d'une vie extrêmement rude, firent jaillir le pétrole,

permettant ainsi de gagner la bataille de l'indépendance économique. Dans ce film, nous voyons aussi la volonté du peuple chinois de construire une nouvelle forme de vie. Là où le vent de la steppe stérilisait la terre, ils ont fait pousser des jardins, des vergers, ce qui permet de résoudre la contradiction ville-campagne, usine-habitat. Et c'est au milieu de la verdure dans des villes de petite dimension, mais possédant toute l'infrastructure nécessaire que

les pionniers de Taking peuvent maintenant s'installer. Et cela en grande partie grâce à la ténacité des femmes qui, se refusant à rester confinées dans leur rôle de femme au foyer, ont pris la houe, la bêche et se sont mises à faire fleurir la steppe.

Quant au court métrage sur «l'Opéra de Pékin», il aborde le problème de la création et de la réalisation artistique dans un

monde socialiste. L'œuvre n'est plus le produit intouchable d'un créateur unique, isolé dans son atelier, ou son bureau ; elle prend ses racines dans le vécu de chacun ; se transforme dans les débats critiques avec le public, visant à devenir une création collective en continuelle construction.

«Le professeur Tsien» est l'interview d'un ancien mandarin intellectuel, critiqué durement par les étudiants au moment de la révolution culturelle. Comme pour les autres films d'Ivens-Loridan, on voudrait intervenir dans la discussion, approfondir le débat. Et c'est bien la caractéristique de «Comment Yukong déplaça les montagnes», cette immédiate participation du spectateur, cet aspect non pas d'inachevé, mais de non définitivement clos. En somme, une œuvre «portes ouvertes» à la communication, à la transformation.

Paule SACONNET

Cet ensemble de films passe au cinéma «Git-le-Cœur» - 12 rue Git-le-Cœur Paris 6^e

LUNDI 26 AVRIL 1976

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'avenir du futur
Danger, planète inconnue
22 h 05 - Débat
23 h 05 - Journal

A 2

18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 45 - L'art sur le vif
22 h 45 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Prestige du cinéma
La dame dans l'auto avec un fusil et des lunettes
22 h 10 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les troupes de Diem passent à l'attaque, au matin. Les partisans les attendent à quelque distance du village.

12^e épisode
LES RANGERS ATTAQUENT

Les silhouettes des assaillants se précisaient. En tête, étaient les rangers en uniforme panthère qui couraient, arme à la main. A Ngan, l'attente semblait interminable, et l'atmosphère de plomb. Bien qu'il eût tant de fois affronté la mort, le jeune homme ne pouvait réprimer les battements précipités de son cœur. Simple impatience, car il n'avait nullement peur, d'autant moins qu'il avait un fusil entre les mains. Naguère, les bras ligotés, il avait bel et bien renversé ses gardiens pour s'enfuir. Maintenant, avec son fusil et entouré de ses hommes, il se sentait très sûr de lui.

Au surplus, il avait confiance dans le champ de traquenards. Les assaillants allaient justement droit sur la parcelle piégée dont l'apparence inoffensive ne la distinguait en rien des champs environnants. Elle fumait paisiblement au soleil. Les voilà qui y posaient les pieds, sans qu'aucun d'entre eux ne fût pris. Ils se forçaient même, comme si chacun voulait arriver le premier à la pommeraie alléchante.

Ngan retint son souffle et doucement mit en joue. La distance qui le séparait de l'ennemi n'était plus que de deux cents mètres.

— C'est le moment, se dit-il. Ils n'auront pas le temps de rappliquer jusqu'ici.

Il visa soigneusement un grand diable qui déambulait au milieu du groupe assaillant et appuya sur la détente. Une sèche détonation déchira l'air suivie aussitôt du feu nourri de ses hommes.

Le grand diable avait disparu. Les autres frappés à l'improviste, s'égaillèrent précipitamment. Ngan vit plusieurs d'entre eux s'enfoncer brusquement



sous terre. Leurs mains et leurs armes s'agitaient éperdument au-dessus du sol. (...)

Après quelques instants d'immobilité, les assaillants se relevèrent et continuèrent leur avance sous les hurlements et les vociférations de ceux qui étaient derrière eux. Ils marchaient avec la plus grande précaution, mesurant chaque pas. Ngan entendit les «pan ! pan ! pan !» des Lebal du groupe de Ba Ren sonnait fièrement comme une rafale de F.M. Nouvelle panique chez l'ennemi. Quelques-uns tombèrent dans les fosses, les autres se plaquèrent au sol. Cependant, quelques rangers avaient réussi à s'approcher d'assez près. Malgré la fusillade, ils continuaient leur course en se courbant à demi. D'autres les suivaient. Sans qu'on s'y attendit, le dispositif ennemi s'étira en une longue file indienne qui avait franchi la deuxième ligne de chausse-trapes. Ngan réalisa

qu'ils ne tarderaient pas à parvenir jusqu'à eux si on les laissait faire. Il bondit hors du trou, se déplaça latéralement pour se trouver juste en face de la pointe d'attaque et se jeta à plat ventre. Il appuya sur la détente au moment où trois ou quatre rangers se présentaient en file. Le coup frappa deux hommes. Celui qui était derrière s'abattit le premier, et celui qui marchait en tête s'arrêta net, lâcha sa mitraillette, le corps légèrement redressé, avant de s'écrouler comme une masse.

L'avance était devenue plus facile, l'ennemi ayant découvert les endroits non piégés. Un mortier, planté au milieu des champs, aboya. Les obus sifflèrent et vinrent exploser dans la pommeraie, déracinant et projetant des arbres en l'air. La fumée s'éleva en colonnes sombres.

Les partisans doivent se replier. Le groupe de Ba Ren rejoint celui de Ngan.

Ba Ren, sa «mante religieuse» à l'épaule, rejoignit Ngan en courant à petits pas et cria d'une voix de stentor :

— Vous avez entendu gronder nos mantes religieuses ?
— J'ai entendu deux explosions, c'est toi qui a tiré ?
— «Poisson plat», et moi, nous y sommes allés chacun d'un petit coup !

Appuyant ses dires d'un large geste de son bras :

— Il fallait voir comme ça les a flanqués par terre, continua-t-il. Mais pas moyen de continuer, alors on s'est cavale aussitôt. Les brutes ! Ils ont arrosé copieusement notre retraite !

— Que va-t-on faire maintenant ? demanda Ngan.
— Mettre le cap sur Hon Dat !

Tous se dirigèrent vers le village qui se dressait tout près.

(à suivre)

Élections au Portugal

Des mois durant, le peuple portugais a tenté de résoudre ses problèmes par son action propre. Aujourd'hui, les élections, deux ans jour pour jour après l'anniversaire du renversement du fascisme, se présentent dans des conditions bien différentes. Venant après le coup réactionnaire du 25 novembre dernier, qui a marqué la reprise en mains par la bourgeoisie, elles ont pour enjeu essentiel, la résolution des contradictions entre les différents partis de la bourgeoisie. Hier soir, au terme du scrutin, c'était entre les quatre formations que nous présentons que se jouait le résultat des élections.

Le Parti Socialiste

«Pour la reconstruction nationale, l'Europe est avec nous».

C'est le thème principal de la campagne électorale du Parti Socialiste dans la plus grande partie du Portugal. Mais, dans la région de Lisbonne, et surtout dans l'Alentejo, c'était plutôt la défense de la réforme agraire.

D'un côté, dans l'Alentejo et la région de Lisbonne, la réforme agraire est devenue un des points de bataille du PS : «La lutte contre les tentatives de coup d'Etat du P(C)P a permis de montrer notre conception démocratique. La défense de la réforme agraire, corrigée de ses erreurs, nous démarque clairement de la droite et du PPD» expliquait un des responsables.

Parallèlement, dans le Nord du pays, on fait contre-poids à Lopes Cardoso, (ministre de l'agriculture), dénoncé par le PPD comme un infiltré du PC dans le PS, avec «l'Europe social-démocrate». Ceci permet au PS de se montrer comme «le parti qui a la confiance de l'Europe, sans laquelle il n'est pas possible de faire une reconstruction nationale». Thème qui a de l'impact dans la petite bourgeoisie urbaine, qui commence à ressentir les effets de la crise.

«Nous gouvernerons seuls». Mais cette position

prise depuis longtemps ne fait pas l'unanimité dans le parti. Et, dans la pratique, elle n'est pas viable. Le parti socialiste, en effet, n'obtiendra pas les 50% des suffrages. Or, pour Mario Soares, «c'est impossible de gouverner avec le P(C)P : d'abord, notre base n'est pas d'accord ; et puis, de nombreux électeurs voteraient pour la droite».

Effectivement, toute tentative de rapprochement des sections du parti socialiste avec le P(C)P est sévèrement sanctionnée par la direction. Ainsi, le député ouvrier de la région de Lisbonne a failli être exclu pour avoir signé dans son usine un tract commun avec le parti révisionniste.

Alors, on emploie un biais en disant : «Nous ferons un gouvernement seuls, et le P(C)P aura tout intérêt à ne pas le faire tomber, sinon il sera remplacé par le PPD». Ainsi, aucun risque auprès de l'électorat, et on place le P(C)P au pied du mur : il sera obligé de soutenir sans aucune garantie.

Mais cette option est en partie remise en cause par l'aile la plus social-démocrate, qui ne voit pas d'un bon œil une situation où elle pense que certaines concessions pourront être faites au P(C)P. L'obtention d'un nombre important de voix par le PPD et le CDS pourrait l'amener à composer avec le PPD pour l'adoption d'un candidat aux élections présidentielles.



Soares à Porto, un jour d'émeute réactionnaire...

Le Centre Démocrate-Social

«Parti de l'extrême-droite lié aux groupes terroristes tels que l'ELP (l'armée de libération du Portugal), parti des latifundiaires (propriétaires terriens) et des partisans de l'ancien régime». C'est cette définition simple et juste que tout travailleur de la région de Lisbonne et de l'Alentejo donne de ce parti. Cette image, le CDS se l'est construite par l'action qu'il mène depuis le 25 avril 1974 dans les régions du Nord du pays.

Le «Centre», comme l'appellent ses adhérents, s'est constitué peu après le renversement du fascisme. Un de ses dirigeants actuels, le général Galvão de Melo, administrateur pour le Portu-

gal de la compagnie Petrofina, a fait partie de la «junte de salut national» de Spínola, dont il démissionna au mois de septembre 1974.

Depuis, c'est l'opposition à «un gouvernement qui a assisté ou consenti à une décolonisation scandaleuse, à la collectivisation des terres et à la ruine économique du pays».

Jusqu'au 25 novembre, le CDS, en tant qu'organisation, n'avait jamais osé, jamais pu déborder de sa zone d'influence du nord-est du pays. Là, une grande partie des «caciques» de village : intermédiaires, commerçants et autres notables, qui avaient vu leur place mise

en danger par le P(C)P, se sont rangés derrière le CDS.

Après le 25 novembre, les liaisons entre le CDS et l'ELP apparaissent encore mieux. Il suffit de parler avec des habitants de Bragança qui expliquent que l'on rencontre très fréquemment des gens portant en même temps des insignes CDS et ELP. Dans les autres régions, les adhérents du CDS se montrent désormais beaucoup plus arrogants.

Dans la région de Beja, certains annoncent qu'ils «notent bien toutes les adresses et les noms des responsables communistes : un jour, cela pourra servir».

LES GRANDS PARTIS BOURGEOIS QUI SE DISPUTENT LE POUVOIR

Le Parti «Communiste» Portugais

En février, une réunion nationale du P(C)P avait défini les principaux thèmes de sa campagne : «Pour la défense des conquêtes de la révolution, pour une majorité de gauche».

Présent dans tous les gouvernements depuis le 25 avril, ayant réussi pendant quelques mois à contrôler les postes-clé de l'appareil d'Etat, le P(C)P a bien montré quel était son but stratégique : conquérir le pouvoir pour instaurer un capitalisme d'Etat.

Aujourd'hui, après les élections qui ont suivi le coup du 25 novembre, il se retrouve avec seulement

quelques postes sans importance et sans pouvoir dans un gouvernement à majorité PS. Sa volonté est donc de pouvoir reprendre des postes dans les ministères.

Sachant parfaitement sa faiblesse électorale, mais sachant aussi qu'il peut compléter les voix du PS, il propose donc une alliance à un parti avec lequel, au milieu de l'année dernière, il s'était battu farouchement pour la répartition des postes dans l'appareil d'Etat et dans les entreprises nationalisées, et dont il accuse les dirigeants de mener une politique réactionnaire.

En proposant l'unité dans une majorité de gauche, «contre l'avancée du fascisme, contre la remise en cause des conquêtes de la révolution», il espère faire pression sur la base ouvrière du PS, avec laquelle, dans certaines entreprises, s'est faite une certaine unité, non officielle, contre le retour des patrons ou, dans le Nord, contre les attentats et les menaces fascistes qui commencent à toucher les militants socialistes eux-mêmes (comme par exemple le comité anti-fasciste de Viana do Castelo).

Des explications à la classe ouvrière, Alboin Ingles, membre du comité central, les donnait lors d'un meeting dans une ville de la

banlieue ouvrière de Lisbonne : «Camrades, l'expérience passée montre que la classe ouvrière ne peut pas arriver au socialisme toute seule. Il faut avant tout consolider la démocratie et faire des alliances ; en particulier avec les intellectuels, petits industriels, petits moyens paysans. La tâche aujourd'hui, c'est de défendre les libertés et la démocratie, indissociables de la défense des nationalisations, de la réforme agraire et du contrôle ouvrier».

Mais défendre les nationalisations et la réforme agraire, pour le P(C)P, ne signifie pas la même chose que pour les travailleurs. A plusieurs reprises, il a montré qu'il s'agissait plutôt pour lui de défendre la présence de ses représentants dans les commissions de gestion (comme dans les textiles Manuel Goncalves ou à l'entreprise Antarl).

Mais il garde l'image pour la très grande majorité de la classe ouvrière, dans la région de Lisbonne, de Porto, et dans l'Alentejo, du seul parti capable de la défendre. C'est son atout principal, hérité de la tradition anti-fasciste.

Mais il est prêt, comme il l'a montré ces dernières semaines, à se servir de ce poids pour faire tenir la classe ouvrière tranquille.

Le parti Populaire Démocratique

Sa Carneiro, secrétaire du Parti Populaire Démocratique, en réponse à une question d'un journaliste, disait : «Une des personnes politiques que je préfère, c'est Giscard d'Estaing». Le style de régime que son parti propose pour le Portugal ressemble effectivement beaucoup à la «société libérale avancée» du président français.

Cependant, le PPD se présente avant tout comme «social-démocrate». Lors de sa création, il avait demandé son affiliation à l'internationale socialiste, qui lui avait été refusée. Soares, en exil en Europe tandis que Sa Carneiro siégeait dans l'opposition respectueuse au parlement fasciste, était tout de même plus présentable.

Depuis le début de cette année, cette image «social-démocrate» s'est en-

core ternie. Tout d'abord, l'aile gauche de ce parti, dirigée par Emidio Guerreiro, anti-fasciste de longue date, est partie, protestant parce que «Sa Carneiro, autoritaire, a mis tout le parti sous sa direction, empêchant toute démocratie».

Le coup le plus important qui lui a été porté est le sommet social-démocrate de Porto, organisé par Soares avec la présence de Willy Brandt, Olaf Palme et Mitterrand. Coup important, aussi bien du côté d'une partie de la petite bourgeoisie que du patronat, qui saluait, par l'intermédiaire de son organisation, la Confédération de l'Industrie Portugaise, «la présence positive de ces représentants de gouvernements au Portugal».

Ainsi, perdant son aureole social-démocrate, redoublant ses attaques

contre le P(C)P, le PPD se trouve pris entre le feu des attaques du PS d'un côté, du CDS de l'autre.

Sa campagne électorale a été particulièrement défensive, essayant de se garder des deux côtés. Un des meilleurs exemples est celui des nationalisations. Les critiquant violemment, elles ou plutôt «la forme selon laquelle elles ont été réalisées», il ajoutait : «Nous ne sommes pas contre ; nous proposons la dénationalisation des petites et moyennes entreprises, mais pas des grands secteurs monopolistes».

Mais les travailleurs n'ont aucun doute : les mobilisations de l'Alentejo et de la région de Lisbonne contre les meetings du PPD montrent que pour eux, c'est bien le parti de la bourgeoisie, de l'ordre et de la répression contre les travailleurs.